

IL A INSPECTÉ PLUSIEURS PROJETS HYDRAULIQUES DANS LA WILAYA DE BLIDA

Le ministre insiste sur la lutte contre le gaspillage de l'eau

P 16

PLUS DE 80 000 HA SERONT MIS À LA DISPOSITION DES INVESTISSEURS

L'agriculture saharienne en pleine expansion

La politique nationale de développement de l'agriculture saharienne poursuit sa montée en puissance. En visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Ouargla, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a annoncé la mobilisation de plus de 80 000 hectares supplémentaires au profit des investisseurs agricoles dès la prochaine saison. P 3



CONCOURS DE L'INNOVATION AGRICOLE "AFRICA SIPSA-INNOV"

7 projets innovants primés

Sept projets innovants dans différents domaines agricoles ont été primés, jeudi à Alger, du Prix de l'innovation agricole "Africa Sipsa-Innov-Sid Ahmed-Ferroukhi" dans sa 6e édition, à l'issue de la 24e édition du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et des industries agroalimentaires (SIPSA-FILAHA).

P 2

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le Niger veut s'inspirer du modèle algérien

La coopération agricole entre l'Algérie et le Niger s'apprête à franchir une nouvelle étape stratégique. Invité au Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie SIPSA-FILAHA 2026, le ministre nigérien de l'Agriculture et de l'Élevage, Mahaman Elh Ousmane, a salué l'expérience algérienne dans le domaine de la mécanisation agricole, de la formation professionnelle et du développement des filières stratégiques, affirmant la volonté de son pays de s'inspirer du modèle algérien pour renforcer sa souveraineté alimentaire.

P 2

280 PROJETS TOURISTIQUES ENREGISTRÉS À L'AAPI

Vers la création de 17 076 emplois directs

Le Directeur Général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, a affirmé hier depuis Mostaganem que le secteur du tourisme connaît une dynamique d'investissement croissante. Les chiffres de l'AAPI font foi. Depuis le 1er novembre 2022 jusqu'au 15 mai en cours, 280 projets d'investissement ont été enregistrés, d'un montant global dépassant 257,5 milliards de DA, et une prévision de la création de plus de 17 076 emplois directs.

P 5

PERMANENCES DURANT L'AÏD EL-ADHA
Plus de 53 000 commerçants mobilisés P 2

COMMERCE EXTÉRIEUR
Lancement prochain du guichet unique des exportateurs P 5

GAZ NATUREL
La production algérienne dépasse les 9,6 milliards de m³ en mars P 16

**OLÉOMED 2026
L'huile d'olive
algérienne confirme
sa montée en qualité**

La filière oléicole algérienne continue d'afficher des performances remarquables. La deuxième édition du Concours national de la meilleure huile d'olive vierge extra OLEOMED 2026, organisée dans le cadre du Salon international SIPSA Agrofood 2026 sous le haut patronage du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a enregistré une participation record avec près de 180 échantillons provenant de plusieurs wilayas du pays. Cette forte participation témoigne de la dynamique que connaît aujourd'hui la production nationale d'huile d'olive, portée par l'amélioration des techniques culturales, le développement des unités de transformation et l'intérêt croissant accordé à la qualité du produit algérien. Le concours s'est soldé par l'attribution de nombreuses distinctions, dont 84 médailles d'or, ainsi que plusieurs médailles d'argent et de bronze, reflétant le niveau qualitatif atteint par les producteurs algériens et la progression constante de la filière oléicole nationale. Dans une déclaration rendue publique à l'issue de cette manifestation, le président du concours, Dr Moukhtar Guissous, a adressé ses remerciements à l'ensemble des producteurs ayant pris part à cette édition, saluant la confiance accordée à cette initiative nationale dédiée à la valorisation de l'huile d'olive vierge extra algérienne. Il a également félicité les lauréats tout en encourageant les producteurs n'ayant pas obtenu de distinctions cette année à poursuivre leurs efforts afin d'améliorer davantage la qualité de leurs huiles. Pour les organisateurs, OLEOMED 2026 constitue également une plateforme de promotion du savoir-faire national et un espace d'échange autour des standards de qualité, de la traçabilité et des perspectives d'exportation de l'huile d'olive algérienne vers les marchés internationaux.

Z. R.

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

**Le Niger veut s'inspirer
du modèle algérien**

La coopération agricole entre l'Algérie et le Niger s'apprête à franchir une nouvelle étape stratégique. Invité au Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie SIPSA-FILAHA 2026, le ministre nigérien de l'Agriculture et de l'Élevage, Mahaman Elh Ousmane, a salué l'expérience algérienne dans le domaine de la mécanisation agricole, de la formation professionnelle et du développement des filières stratégiques, affirmant la volonté de son pays de s'inspirer du modèle algérien pour renforcer sa souveraineté alimentaire.

Par Z. R.

Intervenant lors d'un panel consacré à la mécanisation agricole, le responsable nigérien a mis en avant les défis communs auxquels font face les pays africains, notamment la faible accessibilité des équipements agricoles malgré l'existence d'importantes capacités de production de machines. Il a estimé que la véritable problématique ne réside pas uniquement dans l'acquisition de tracteurs et d'équipements, mais surtout dans leur adaptation aux réalités des producteurs et à la rentabilité économique des exploitations agricoles. Le ministre a ainsi plaidé pour une approche plus intégrée de la mécanisation agricole en Afrique, reposant sur le développement des compétences locales, la formation professionnelle et la transformation des matières premières disponibles sur le continent. Selon lui, l'Afrique continue d'exporter ses matières premières avant de réimporter des produits finis à des coûts élevés, alors que les capacités de production existent lo-

calement.

Dans ce contexte, il a particulièrement salué le niveau d'intégration industrielle atteint par l'Algérie dans le domaine de la fabrication des équipements agricoles, évoquant un taux d'intégration oscillant entre 30 et 40 %. Une avancée qu'il considère comme un exemple concret de transfert technologique et d'adaptation des équipements aux réalités agroclimatiques régionales. Le responsable nigérien a également souligné les similitudes climatiques et agroécologiques entre le sud algérien et le Niger, notamment dans les zones sahariennes, estimant que les équipements développés en Algérie pourraient être facilement adaptés aux besoins de l'agriculture nigérienne. Il a ainsi appelé au développement de partenariats entre entreprises algériennes et nigériennes dans le domaine de la mécanisation agricole. Plaçant la souveraineté alimentaire au cœur des priorités de son pays, Mahaman Elh Ousmane a affirmé que le Niger s'est engagé dans une politique de « souveraineté totale », englobant les dimensions économique, poli-

tique et alimentaire. Pour atteindre cet objectif, le pays mise désormais sur la grande irrigation, la modernisation de l'agriculture et la création de centres de formation professionnelle adaptés aux besoins réels du secteur agricole. Évoquant sa rencontre avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre nigérien a salué l'engagement de l'Algérie en faveur de la coopération sud-sud et du développement du continent africain. Il a indiqué que des instructions fermes avaient été données pour renforcer rapidement la coopération bilatérale dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. Cette dynamique devrait d'ailleurs se concrétiser prochainement par la signature d'un protocole d'accord entre les deux pays, ouvrant la voie à une coopération renforcée dans les secteurs agricoles stratégiques. Une démarche qui confirme la volonté d'Alger et de Niamey de bâtir un partenariat fondé sur le transfert de savoir-faire, l'intégration régionale et la sécurité alimentaire du continent africain.

PERMANENCES DURANT L'AÏD EL-ADHA

Plus de 53 000 commerçants mobilisés

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a tracé un programme spécial de permanence à l'occasion de la fête de l'Aïd El-Adha 2026, prévoyant la mobilisation de 53.771 commerçants à travers les différentes wilayas du pays, afin de garantir un approvisionnement régulier des citoyens en produits de large consommation et en services nécessaires, indique samedi un communiqué du ministère. Les commerçants mobilisés se ré-

partissent entre 6.602 boulangeries, 28.663 commerçants exerçant dans des activités liées aux produits alimentaires généraux, ainsi qu'aux fruits et légumes, outre 17.905 autres activant dans divers domaines d'activités, selon la même source, 541 unités de production, dont 336 minoteries, 159 laiteries, et 46 unités de production d'eau minérale sont également mobilisées au titre de ce programme spécial, en vue de garantir la continuité de l'approvisionnement et d'éviter toute pertur-

bation sur le marché durant les jours de l'Aïd, ajoute le communiqué. Ce programme de permanence s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la loi relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, et en exécution des instructions de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, précise le document, ajoutant que 2.684 agents de contrôle ont été mobilisés pour veiller au respect, par les commerçants concernés, de leurs obli-

gations durant la période de l'Aïd. Dans ce même contexte, le ministère a rappelé la mise à disposition de l'application électronique "MORAFIK COM", qui permet aux citoyens de consulter la liste des commerçants concernés par la permanence, avec la possibilité de signaler les commerçants contrevenants, permettant ainsi une intervention rapide et la prise des mesures nécessaires. APS

CONCOURS DE L'INNOVATION AGRICOLE "AFRICA SIPSA-INNOV"

7 projets innovants primés

Sept projets innovants dans différents domaines agricoles ont été primés, jeudi à Alger, du Prix de l'innovation agricole "Africa Sipsa-Innov-Sid Ahmed-Ferroukhi" dans sa 6e édition, à l'issue de la 24e édition du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et des industries agroalimentaires (SIPSA-FILAHA). Sur une centaine de start-up participant au concours, pour les catégories "technologies agricoles", "technologies alimentaires" et "technologies de la pêche", 20 ont été sélectionnées, parmi lesquelles sept ont été récompensées, dont six start-up algériennes. La première place a été remportée par la start-up algérienne "B3 AQUA" pour son projet portant sur la fabrication d'équipements aquacoles utilisant des technologies

modernes afin d'augmenter la densité de production dans les bassins d'aquaculture, a indiqué le sous-directeur de la recherche scientifique et des technologies agricoles au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Mohamed Mounir Gorb. La deuxième médaille est revenue à la start-up "Biofertech", pour son projet visant à réduire l'empreinte carbone à l'aide de technologies innovantes, alors que le troisième prix a été remis à l'entreprise "Papy's Farm", pour un projet innovant de production de laitue et d'herbes aromatiques. Par ailleurs, les lauréats du concours national de la meilleure huile d'olive vierge ont été également récompensés. Cette deuxième édition du concours a enregistré la participation de 182 candidats.

Au total, 84 médailles d'or, 35 médailles d'argent et 18 médailles de bronze ont été décernées, a indiqué le président du concours, Mokhtar Guissous. Le premier prix est revenu à la marque "Mesghat" de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, le deuxième à la marque "Abdaoui Olive" de la wilaya de Naâma, tandis que la marque "Aïcha", également de Bordj Bou Arreridj, a décroché la troisième place. Cette édition a été marquée par la création d'un "Club d'excellence de l'huile d'olive", regroupant les producteurs à l'échelle nationale, dans le but de promouvoir l'huile d'olive algérienne, aussi bien sur le marché national qu'international, a souligné M. Guissous, précisant que ce concours visait à "améliorer la qualité de l'huile d'olive au niveau national,

sensibiliser les consommateurs à sa qualité et créer une référence de qualité en Algérie". La cérémonie de remise des prix a vu la présence de représentants des ministères de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national ainsi que du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Inauguré lundi au Palais des expositions des Pins maritimes, sous le thème "Moderniser l'agriculture, renforcer la souveraineté alimentaire et anticiper l'avenir", SIPSA-FILAHA2026 a enregistré la participation de 850 exposants de 40 pays, avec l'Égypte, le Niger et la Mauritanie comme invités d'honneur.

APS

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

**Directeur de
publication**
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PLUS DE 80 000 HA SERONT MIS À LA DISPOSITION DES INVESTISSEURS

L'agriculture saharienne en pleine expansion

La politique nationale de développement de l'agriculture saharienne poursuit sa montée en puissance. En visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Ouargla, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a annoncé la mobilisation de plus de 80 000 hectares supplémentaires au profit des investisseurs agricoles dès la prochaine saison.

Par Réda Hadi

Cette mesure s'inscrit dans la stratégie de l'État visant à renforcer la sécurité alimentaire nationale, à développer les cultures stratégiques et à consolider la place du Grand Sud comme nouveau pôle de production agricole.

Cette annonce a été faite jeudi, en marge du lancement officiel de la campagne moisson-battage de la saison agricole en cours, dans une région désormais considérée comme l'un des pôles majeurs du développement agricole saharien. Le ministre a souligné que cette nouvelle superficie sera progressivement exploitée après l'achèvement des projets de raccordement à l'électrification agricole et des infrastructures d'accompagnement nécessaires à l'investissement. Les autorités misent fortement sur les régions sahariennes pour répondre aux défis liés à la sécurité alimentaire. Grâce aux importantes réserves hydriques souterraines et aux vastes espaces disponibles, le Sud algérien devient un territoire stratégique pour le développement des cultures céréalières et industrielles.

À ce titre, la wilaya de Ouargla affiche une progression notable des surfaces cultivées. Selon les chiffres présentés lors de la visite ministérielle, les superficies exploitées ont dépassé les 9.000 hectares durant la saison actuelle, un chiffre en constante augmenta-

tion grâce aux mesures de soutien mises en place par l'État.

Le ministre a mis en avant les réformes engagées ces dernières années sous l'impulsion du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ces réformes concernent notamment la facilitation de l'accès au foncier agricole, le renforcement de l'électrification des périmètres agricoles, ainsi que la réalisation de pistes d'accès destinées à désenclaver les exploitations situées dans les zones sahariennes. Selon M. El-Mahdi Oualid, ces efforts commencent à produire des résultats tangibles sur le terrain. « La wilaya d'Ouargla connaît aujourd'hui un véritable dynamisme dans le domaine des cultures stratégiques », a-t-il affirmé, soulignant que plusieurs investisseurs privés se sont engagés dans cette démarche avec des rendements supérieurs à ceux enregistrés lors des saisons précédentes.

Des infrastructures pour soutenir la production

Le développement des surfaces agricoles dans le Sud nécessite des infrastructures adaptées, notamment en matière de stockage et d'énergie. En effet, l'électrification des périmètres agricoles figure parmi les priorités du ministère. Selon Yacine El Mahdi Oualid, un programme national est actuellement en cours de réalisation afin

d'ouvrir de nouvelles perspectives pour l'investissement et la production agricoles à forte valeur ajoutée. Doté d'une enveloppe dépassant 46,6 milliards de dinars, ce programme concerne 15 wilayas sahariennes et prévoit le raccordement de milliers d'exploitations agricoles à l'électricité à travers 3 122 kilomètres de réseaux, au profit de 3 540 bénéficiaires, avec une extension progressive en fonction des nouveaux projets agricoles. Selon le ministre, cette démarche concrétise la vision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à faire du Sud algérien un pilier majeur de la sécurité alimentaire nationale. Il a souligné que l'électrification des périmètres agricoles permettra d'améliorer les capacités de pompage des eaux, d'étendre les surfaces irriguées, de développer la mécanisation et les technologies modernes, ainsi que d'accroître les rendements agricoles. À Ouargla, les indicateurs traduisent déjà cette dynamique avec la réalisation de 400 kilomètres de pistes agricoles durant les années 2025 et 2026, la mise en place de 900 kilomètres de réseaux d'électrification agricole ainsi que la mobilisation de 80 000 hectares supplémentaires qui seront exploités dès la prochaine saison agricole. Dans ce cadre, le ministre a rappelé que la wilaya dispose actuellement de neuf centres de stockage de céréales d'une capacité globale de 450 000 quintaux, soit 50 000 quintaux pour chaque centre. À cela s'ajoute un

important silo de stockage d'une capacité d'un million de quintaux, destiné à renforcer les capacités nationales de conservation des récoltes céréalières. Cette infrastructure devrait permettre de limiter les pertes post-récolte et d'assurer une meilleure régulation des stocks stratégiques.

En somme, la politique agricole algérienne s'oriente de plus en plus vers la valorisation des régions sahariennes afin de diversifier la production nationale et sécuriser les approvisionnements alimentaires. Les autorités ambitionnent notamment de renforcer la production de blé dur, de maïs, de légumineuses et de cultures industrielles comme la betterave sucrière.

Dans cette perspective, le ministre a effectué une visite d'inspection au niveau de l'exploitation agricole « Tafadis », relevant du groupe Madar Holding, située dans la commune de N'goussa. Ce projet est consacré à la production de céréales et de betteraves sucrières destinées à la transformation industrielle.

Ce type de projet illustre la nouvelle orientation économique adoptée par l'Algérie, fondée sur l'intégration entre agriculture et industrie agroalimentaire. L'objectif consiste à créer une véritable chaîne de valeur locale capable de réduire les importations de produits alimentaires stratégiques tout en stimulant l'investissement et l'emploi dans les régions du Sud.

MOHAMED CHÉRIF BELMIHOUB, VICE-PRÉSIDENT DU GRFI

« L'agriculture traditionnelle est finie... »

Par Selma R.

Depuis le Salon international SIPSA-Filaha 2026, organisé à la SAFEX des Pins maritimes à Alger, clôturé jeudi dernier, le professeur Mohamed Chérif Belmihoub a livré un diagnostic sans détour sur l'avenir du secteur agricole algérien.

Invité de l'émission spéciale d'AL24 News au cœur de la 24e édition du salon et de la 6e édition du village des start-up, l'universitaire et économiste a estimé que l'Algérie se trouve aujourd'hui à un tournant décisif où l'agriculture traditionnelle ne peut plus répondre aux défis alimentaires, économiques et environnementaux actuels.

Pour le professeur Belmihoub, « l'agriculture traditionnelle, l'agriculture vivrière, l'agriculture de nos parents, elle est finie ». Une déclaration forte qui traduit, selon lui, la nécessité d'engager une transformation profonde des modes de production agricoles. Il explique que la croissance démographique soutenue entraîne une hausse continue de la demande alimentaire, alors même que les terres agricoles subissent un épuisement progressif en raison d'une exploitation intensive menée durant plusieurs décennies. Face à cette équation complexe, il estime que la seule réponse crédible réside dans la recherche-développement et l'innovation. « Nous sommes aujourd'hui dans une situation où il faut produire davantage avec moins de ressources. Cela exige des solutions scientifiques, technologiques et organisationnelles nouvelles », a-t-il affirmé, soulignant que l'Algérie n'a pas suffisamment

investi par le passé dans la R&D agricole et la diffusion du savoir vers les exploitants. Le professeur Belmihoub a également insisté sur l'importance du Salon SIPSA comme espace de réflexion et d'échange. Selon lui, un salon économique ne doit pas être réduit à sa dimension commerciale. « Ce type de manifestation est avant tout un lieu de rencontre, de débat et de communication entre les professionnels, les chercheurs, les investisseurs et les agriculteurs », a-t-il indiqué. Dans son intervention, le Vice-président du GRFI (Filaha Innov) est également revenu sur le rôle de cette structure qu'il décrit comme un espace collaboratif fonctionnant « dans un esprit de club et non de profit ». Il a tenu à préciser que le GRFI n'est ni un cabinet de conseil ni un centre de recherche classique. « Nous ne vendons pas de prestations. Notre mission consiste surtout à faire le lien entre le laboratoire et la ferme », a-t-il expliqué.

Plaidoyer pour un soutien public plus important à la vulgarisation agricole

Le professeur Belmihoub a longuement insisté sur les difficultés liées à la vulgarisation agricole en Algérie. Selon lui, de nombreuses innovations restent confinées aux laboratoires faute de mécanismes efficaces de diffusion vers les agriculteurs. Le GRFI tente ainsi de jouer un rôle de relais à travers des publications, des rapports didactiques et des actions de sensibilisation destinées à faciliter l'appropriation des nouvelles technologies agricoles. Il a par ailleurs plaidé pour un soutien public plus important à cette mission de vulgarisation.

« L'État subventionne le matériel agricole, ce qui est positif, mais il faudrait aussi consacrer une partie des budgets à la diffusion de l'information et du savoir-faire, notamment au profit des exploitants éloignés des grands centres urbains », a-t-il soutenu. Sur le plan économique, le spécialiste a défendu avec conviction le principe de substitution aux importations comme levier stratégique de souveraineté nationale. Après plusieurs décennies dominées par une forte dépendance aux importations agricoles et industrielles, il constate aujourd'hui l'émergence d'une nouvelle prise de conscience chez les investisseurs algériens. « De plus en plus d'opérateurs cherchent des alternatives locales aux matières premières importées », a-t-il observé. L'économiste a rappelé à ce propos que « la substitution des importations, c'est exactement la même chose que l'exportation ». Selon lui, produire localement ce qui était auparavant importé permet d'économiser des devises au même titre qu'une opération d'exportation génère des recettes en monnaie étrangère. Cette logique, explique-t-il, constitue un élément essentiel dans la construction d'une véritable souveraineté alimentaire. Le professeur Belmihoub distingue d'ailleurs clairement la notion de sécurité alimentaire de celle de souveraineté alimentaire. La première consiste à assurer l'approvisionnement de la population, même par le recours aux importations, tandis que la seconde implique une autonomie réelle à travers le développement des chaînes de valeur locales et la maîtrise des différentes filières agricoles et agroalimentaires. « En

cas de crise internationale grave, un pays dépendant des marchés extérieurs devient extrêmement vulnérable », a-t-il averti.

L'alerte environnementale : La rationalisation de l'eau

L'universitaire a enfin lancé une mise en garde sur les enjeux environnementaux liés au développement de l'agriculture saharienne. S'il reconnaît les performances techniques enregistrées dans certaines régions du Sud, il rappelle que l'eau demeure une ressource rare et fragile. « Le Sahara offre un potentiel considérable, mais l'eau qui y est exploitée n'est pas renouvelable à l'échelle humaine », a-t-il souligné. Il a notamment alerté sur les risques de surexploitation des nappes profondes, susceptibles de provoquer des phénomènes de salinisation des sols et des déséquilibres géologiques. Le grand défi, selon lui, consiste désormais à concilier augmentation des rendements et rationalisation de la consommation hydrique. « Nous devons apprendre à produire plus tout en consommant moins d'eau », a insisté l'intervenant. Dans cette perspective, il recommande de s'inspirer des expériences internationales menées dans des pays confrontés à un stress hydrique chronique, notamment l'Australie ou certains pays du Golfe, tout en adaptant les technologies utilisées aux réalités économiques et géographiques de l'Algérie. Pour lui, l'avenir de l'agriculture nationale dépendra de cette capacité à intégrer l'innovation, la maîtrise des ressources et la montée en compétence des acteurs du terrain.

MONNAIE

Le dollar stable

Le dollar évolue à la marge vendredi, le marché n'ayant pas été surpris par les propos du nouveau président de la Réserve fédérale (Fed) Kevin Warsh. Vers 18H45 GMT, la devise américaine grappillait tout juste 0,07% à la monnaie unique européenne mercredi, à 1,1611 dollar pour un euro, et cédait 0,12% à la devise britannique, à 1,3447 dollar pour une livre. Le billet vert s'est maintenu sans grand changement lors de la semaine qui vient de s'écouler. Le marché a tourné son regard vers la Maison Blanche où Kevin Warsh a prêté serment pour prendre la tête de la Fed, devant Donald Trump. "Je compte diriger une Réserve fédérale tournée vers des réformes", a affirmé M. Warsh, candidat désigné par le chef de l'Etat pour succéder à Jerome Powell. Il a appelé les gouverneurs de la Fed à poursuivre leurs objectifs "avec sagesse, clarté, indépendance et détermination".

APS

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or recule, affaibli par le dollar et la perspective de taux plus élevé

L'or a légèrement baissé vendredi et se dirigeait vers sa deuxième semaine de perte consécutive, sous la pression d'un dollar plus fort et de prix du pétrole plus élevés qui ont renforcé les anticipations de hausses de taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine. L'or au comptant était en baisse de 0,4 % à 4.522,89 dollars l'once. Le métal jaune affichait un repli d'environ 0,3 % depuis le début de la semaine. Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en juin ont perdu 0,4 % à 4.524,40 dollars. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant a reculé de 0,7 % à 76,18 dollars l'once, mais devrait enregistrer une hausse hebdomadaire de 0,4 %. Le platine a perdu 1 % à 1.945,97 dollars et le palladium 0,5 % à 1.371,90 dollars, les deux métaux étant en voie de connaître une perte hebdomadaire.

APS

SÉCURITÉ SOCIALE

Le ministre insiste sur la nécessité de consacrer les principes de transparence

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a insisté sur la nécessité de consacrer les principes de transparence, d'égalité et d'efficacité au sein des structures liées aux services de sécurité sociale, indique samedi un communiqué du ministère.

Présidant, jeudi, une réunion d'évaluation consacrée à l'examen du bilan des activités de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) pour la période allant de janvier à avril derniers, M. Saihi a mis en avant la nécessité de "consolider les valeurs du service public à travers une prise en charge équitable de l'ensemble des usagers, sans aucune forme de discrimination, tout en œuvrant à l'amélioration de la relation avec le citoyen et au renforcement de la confiance dans le service public". Cette rencontre, inscrite dans le cadre d'une série de réunions d'évaluation périodiques tenues avec les différentes institutions et établissements relevant du secteur, a permis au ministre de suivre un exposé présenté par le directeur général de la CNAC, portant sur les principaux indicateurs et résultats enregistrés jusqu'au mois d'avril dernier, ainsi que sur le niveau de mise en œuvre des orientations et instructions formulées lors des précédentes réu-



nions, notamment celles liées à la modernisation des mécanismes de gestion, à l'amélioration des performances et à la promotion de la qualité du service public destiné aux usagers et aux opérateurs économiques, précise le communiqué. A l'issue des discussions consacrées aux différents défis soulevés, M. Saihi a donné une série d'instructions et d'orientations visant à renforcer l'efficacité des prestations de la CNAC et à améliorer la prise en charge des préoccupations des usagers,

particulièrement à travers "le traitement de l'ensemble des dossiers avec la célérité et l'efficacité requises, la simplification des procédures administratives et l'ancrage d'une culture d'accompagnement et de suivi permanent, de manière à garantir l'amélioration de la qualité des services et à rapprocher davantage l'administration du citoyen". M. Saihi a également instruit de "renforcer l'accompagnement des entreprises économiques et des employeurs, à travers l'activation des différentes mesures incitatives et d'encouragement mises en place par le secteur en matière de promotion de l'emploi et de soutien à la création d'activités, ce qui contribuera à la création de postes de travail, au soutien de l'investissement productif, et à la promotion de l'économie nationale". Dans le même contexte, il a souligné l'importance de "consacrer les principes de justice, d'équité, et d'égalité dans la gestion des ressources humaines de la CNAC, tout en accordant une importance particulière au développement de leurs compétences à travers l'élaboration de programmes de formation et de perfectionnement, afin de s'adapter aux transformations numériques et aux exigences de la gestion moderne, tout en ayant un impact positif sur la qualité des services fournis", ajoute le texte.

SANTÉ

Le ministre s'entretient à Genève avec le directeur régional de l'OMS pour l'Afrique

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a tenu, à Genève (Suisse), une réunion avec le directeur régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour l'Afrique, Mohamed Yakub Janabi, a indiqué vendredi le ministère dans un communiqué.

Cette rencontre, tenue en marge des travaux de la 79e Assemblée mondiale de la Santé, qui se déroule du 18 au 23 mai, a été l'occasion d'échanger les vues sur l'état des systèmes de santé en Afrique, et les voies de renforcer la coopération et la coordination pour faire face aux défis sanitaires actuels, notamment dans les domaines de la prévention, de la lutte contre les maladies et du renforcement de la couverture sanitaire", précise la même source. Les deux parties ont également évoqué l'importance de valoriser l'expertise algérienne dans le domaine sanitaire, et de renforcer la contribution de l'Algérie au soutien des systèmes de santé africains, à travers le partage des expériences et des expertises, le développement des programmes de formation, et l'accompagnement des pays africains dans les domaines prioritaires", ajoute le texte. Ils ont, en outre, examiné "les perspectives d'élargissement de la coopération avec l'OMS pour l'Afrique, de manière à contribuer à l'amélioration des performances sanitaires, au soutien des initiatives conjointes, et au renforcement de l'action africaine commune dans le do-

maine de la santé". Les deux parties ont, à cette occasion, réaffirmé leur volonté commune de poursuivre la coordination et la concertation, "au service de la santé des peuples africains",

et en "consolidation de la place de l'Algérie au sein de la coopération africaine dans le domaine de la santé", conclut le communiqué.

R. E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 21 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 21 Mai 2026

Produits	Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	دج / كغ	
Légumes frais	Pomme de terre	59	69	50	البطاطا
	Tomate	88	101	74	الطماطم
	Oignon sec	94	105	84	البصل الجاف
	Ail sec	701	798	604	الثوم الجاف
	Ail vert	188	215	162	الثوم الاخضر
	Carotte	102	113	90	الجزر
	Navet	112	125	100	اللفت
	Petit pois	193	214	173	الجنبانة
	Fève verte	78	89	67	الفول الاخضر
	Courgette	144	158	129	الكوسة
Haricot vert	269	303	235	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	103	117	89	الخس	
Fruits frais	Orange	299	346	253	البرتقال
	Citron	247	277	217	الليمون
	Pomme locale	513	618	407	التفاح المحلي
	Datte	490	624	357	التمر
	Banane	480	497	463	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2014	2183	1846	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	374	386	362	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,04	-11,29	6,09	10,14	150	51 750,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	1397,00	-0,14	0,06	-0,83	8,98	5,57	14549	20 324 963,00
BIOPHARM	BIO	2 506,00	NC	0,00	0,05	1,11	6,66	8,38	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2069,00	-1,00	-0,73	-7,76	9,87	8,04	1596	3 302 124,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,77	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,79	8,88	4,21	4,72	0	0,00

280 PROJETS TOURISTIQUES ENREGISTRÉS À L'AAPI

**Vers la création
de 17 076 emplois directs**

Le Directeur Général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, a affirmé hier depuis Mostaganem que le secteur du tourisme connaît une dynamique d'investissement croissante. Les chiffres de l'AAPI font foi. Depuis le 1er novembre 2022 jusqu'au 15 mai en cours, 280 projets d'investissement ont été enregistrés, d'un montant global dépassant 257,5 milliards de DA, et une prévision de la création de plus de 17 076 emplois directs.

Par Zahir R

Cela reflète un véritable changement dans la vision des investisseurs à l'égard de ce secteur stratégique et prometteur, a indiqué l'intervenant lors de son allocution prononcée à l'occasion de la journée d'étude organisée par la Télévision algérienne sur le thème : « Le rôle de la Télévision algérienne dans la promotion de l'Algérie en tant que destination touristique et d'investissement distinguée ». Le DG de l'AAPI a souligné que cette thématique revêt une importance capitale dans le contexte des efforts déployés par l'État pour diversifier l'économie nationale, l'investissement touristique étant considéré comme l'un des principaux moteurs de cette diversification, compte tenu de sa capacité à créer de la richesse, générer des emplois et dynamiser de nombreuses chaînes de valeur, notamment dans les secteurs du bâtiment, du transport, de l'artisanat, des services et de la formation.

M. Rekkache a également indiqué que l'Algérie regorge d'atouts touristiques

considérables et variés, difficiles à recenser dans leur totalité, mais que la transformation de ces potentialités en valeur économique effective nécessite la conjugaison des efforts de tous les acteurs, à travers l'encouragement des investissements qualitatifs et la mise en place d'un environnement des affaires attractif, dans le cadre d'une vision claire et intégrée.

Il a affirmé que l'investissement touristique peut aujourd'hui tirer profit de la dynamique économique et de l'amélioration notable du climat des affaires, grâce aux réformes initiées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lesquelles ont contribué à renforcer l'attractivité de l'Algérie comme destination d'investissement.

Il a ajouté : « Dans ce cadre, l'AAPI œuvre, en coordination avec les services du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, à réunir les conditions favorables au lancement de projets touristiques prometteurs, notamment à travers la mobilisation du foncier économique, offrant ainsi une meilleure visibilité aux investisseurs et facilitant la concrétisation des projets à tra-

vers les différentes régions du pays ».

M. Rekkache a par ailleurs annoncé que les préparatifs ont été achevés pour la promotion de plusieurs assiettes foncières destinées à l'investissement touristique dans plusieurs wilayas, notamment Mostaganem, Alger, Oran, Boumerdès, Jijel et Annaba, ainsi que dans des wilayas à fort potentiel pour le développement du tourisme saharien telles que Timimoun, Djinet et El Oued, en raison de leurs importantes richesses naturelles et touristiques. En conclusion de son intervention, M. Omar Rekkache a estimé que « l'enjeu aujourd'hui ne se limite pas à promouvoir l'image de l'Algérie, mais consiste également à bâtir une vision intégrée faisant du tourisme un secteur créateur de richesse et générateur d'emplois. Cela nécessite la poursuite de la mobilisation de l'ensemble des acteurs, en premier lieu les médias, afin de mettre en lumière les véritables potentialités dont regorge notre pays et de consolider l'image d'une Algérie moderne, attractive et ouverte à l'investissement et au développement ».

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Hausse de 3,4% en mars 2026

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une hausse de 3,5% durant le mois de mars 2026 par rapport au mois précédent, selon une note publiée par l'Office national des statistiques (ONS), attribuant cette progression principalement à l'augmentation des prix des produits alimentaires et des produits manufacturés.

L'ONS a précisé, dans sa note, que cette tendance haussière est plus marquée que celle observée en février dernier, où l'indice avait progressé de 0,5%. La hausse de mars est portée essentiellement par l'augmentation des prix des biens alimentaires (+4,7%) et des produits manufacturés (+3,4%), tandis que les services sont restés stables.

Les produits agricoles frais ont connu la plus forte progression avec une hausse de 8,4%. Selon la

même source, les légumes ont enregistré une flambée de 36,8%, suivis des fruits avec +12,1% et de la viande de poulet avec +10,5%. Les prix de la viande et des abats de mouton ont également augmenté de 1,3%. En revanche, les prix des œufs ont reculé de 9,8% durant la même période. L'ONS relève par ailleurs que les produits alimentaires industriels ont affiché une hausse modérée de 0,3% en mars 2026.

Concernant les produits manufacturés non alimentaires, leur hausse de 3,4% est principalement liée à l'augmentation notable des prix des bijoux, qui ont progressé de 17,1%, alors que les prix des services n'ont enregistré aucune variation.

Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 2,7% en mars 2026 par rapport au mois de février de la même année.

En glissement annuel, c'est-à-dire par rapport au mois de mars 2025, les prix à la consommation ont augmenté de 4%, précise encore l'Office national des statistiques. Toutefois, le rythme d'inflation annuel calculé sur la période allant d'avril 2025 à mars 2026, comparative-ment à celle d'avril 2024 à mars 2025, s'est établi à +1,1%.

La note de l'ONS fait également ressortir qu'en comparaison avec mars 2025, les prix des biens alimentaires ont enregistré une baisse de 0,8%. Cette diminution concerne aussi bien les produits agricoles frais que les produits alimentaires industriels.

Les produits agricoles frais ont ainsi reculé de 0,8% sur un an, notamment la viande et les abats de mouton qui ont enregistré une baisse de 10,8%. Les produits alimentaires industriels ont, de leur côté, diminué de 0,9%, avec un recul notable de

4,7% pour le café.

S'agissant des produits manufacturés et des services, leur évolution annuelle s'est établie respectivement à +11,1% et +0,9%. Au niveau national, l'indice général des prix à la consommation a enregistré une hausse de 3,4% en mars 2026 par rapport au mois précédent. Les prix des biens alimentaires ont augmenté de 4,5%, selon les données de l'ONS.

L'indice national des prix à la consommation est établi sur la base d'observations effectuées dans un échantillon de 17 villes et villages représentatifs des différentes régions du pays. Il permet de suivre l'évolution des prix de détail à l'échelle nationale et d'effectuer des comparaisons entre Alger et les autres régions.

Synthèse S R.

COMMERCE EXTÉRIEUR
**Lancement prochain
du guichet unique
des exportateurs**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a indiqué, jeudi à Alger, que le lancement prochain du guichet unique des exportateurs permettra de simplifier, de numériser et d'accélérer les procédures liées aux opérations d'exportation, dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à renforcer l'accès des produits algériens aux marchés africains.

Lors de l'ouverture d'une Journée d'information organisée par le ministère sur "L'accès aux marchés africains dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)", le ministre a précisé que le secteur œuvre à accompagner les exportateurs algériens et à lever les obstacles auxquels ils se heurtent, notamment à travers la mise en place de mécanismes numériques et de facilitations administratives visant à améliorer le climat de l'exportation et à renforcer la compétitivité des produits nationaux sur le continent africain.

Dans ce contexte, il a rappelé la création de l'Organisme algérien des exportations en vertu du décret exécutif n 25-234 du 3 septembre 2025, dans le but de renforcer l'efficacité de la politique de promotion des exportations et d'accompagner les opérateurs économiques dans la prospection et l'accès aux marchés africains. M. Rezig a également souligné l'importance de tirer parti des avantages offerts par la ZLECAf, qu'il a qualifiée de l'un des plus grands espaces économiques prometteurs au monde, avec un marché de plus de 1,3 milliard de consommateurs et d'importantes opportunités pour l'élargissement des échanges commerciaux, l'encouragement des investissements intra-africains et la création de chaînes de valeur africaines intégrées.

Il a ajouté que la mise en œuvre de cette zone s'inscrit dans l'orientation de l'Etat algérien visant à renforcer sa présence sur le marché africain et à consolider la position du pays en tant qu'acteur économique majeur sur le continent, précisant que 25 Etats membres ont supprimé, depuis le 1er janvier 2025, les droits de douane sur 90% des lignes tarifaires, avec l'entame du démantèlement progressif des droits restants en vue de leur suppression totale à l'horizon 2030.

R E.

20 ANS APRÈS SA CRÉATION

Emploitic continue de réinventer la rencontre entre talents et entreprises

En 2026, Emploitic célèbre ses 20 ans. Fondée en 2006 par Louai Djaffer et Tarik Metnani, l'entreprise fait partie des pionniers du recrutement en ligne en Algérie. À une époque où le recrutement reposait encore largement sur les CV papier, les annonces de presse et les réseaux personnels, Emploitic faisait le pari du digital pour rendre l'accès à l'emploi et le recrutement plus simples, plus accessibles et plus efficaces pour tous. Les débuts n'ont pas été sim-

ples. Il a fallu convaincre les entreprises qu'il était possible de recruter en ligne, et persuader les candidats qu'envoyer un CV sur Internet pouvait être d'une parfaite crédibilité. L'entreprise s'est construite progressivement, client par client, CV par CV et ligne de code par ligne de code, en évoluant de manière constante au rythme des transformations du marché du travail algérien. Vingt ans plus tard, Emploitic a publié plus de 600 000 opportunités d'emploi, accompagné plus de 20 000 entre-

prises et réunit une communauté solide de plus de 2 millions de candidats inscrits. Une grande partie de cette croissance historique a été réalisée au cours des cinq dernières années, illustrant l'accélération massive des usages digitaux liés au recrutement en Algérie. Mais pour Emploitic, ces chiffres racontent avant tout des trajectoires humaines. À l'occasion de ses 20 ans, Emploitic réaffirme sa volonté de continuer à investir dans ses équipes, dans la recherche et le dévelop-

pement ainsi que dans les technologies capables d'améliorer durablement les usages liés au recrutement et à l'employabilité dans tout le pays. L'entreprise entend également renforcer son travail avec les entreprises, les acteurs de la formation, les partenaires institutionnels et l'ensemble de l'écosystème RH afin de contribuer à un marché du travail plus accessible, plus moderne et davantage tourné vers l'avenir.

R E.

M'SILA
Plus de 300 participants à l'ouverture du "Forum pharmaceutique du Hodna"

Les travaux du "Forum pharmaceutique du Hodna" ont débuté vendredi soir à M'sila, avec la participation de plus de 300 pharmaciens et spécialistes. Cette rencontre de deux jours est organisée par l'agence "Hodna Health Hub", en coordination avec la direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya et l'Ordre des pharmaciens de la région de Sétif.

En marge de l'ouverture du forum, le président du Syndicat national des pharmaciens algériens agréés (SNPAA), Dr Samir Ouali, a déclaré à l'APS que cet événement scientifique "vise à mettre en valeur le rôle et les multiples missions qu'accomplit le pharmacien au sein du système de santé".

Le même intervenant a ajouté que le programme du séminaire comprend des conférences scientifiques, l'organisation d'expositions sur les principaux produits pharmaceutiques, ainsi que la présentation d'idées applicables liées à la "gestion de l'officine", à "l'amélioration des services", à "la communication avec le patient" et à "l'accompagnement de la transformation numérique et de son impact sur la profession".

Il a également souligné que ce forum "constitue un espace de débat et de prospective sur l'avenir de la profession de pharmacien, à la lumière des mutations accélérées que connaît le secteur", ainsi qu'une "réelle opportunité pour instaurer une tradition professionnelle et scientifique basée sur le dialogue et le travail collectif, afin de devenir une référence pour les pharmaciens et une tribune pour les idées nouvelles au service de la profession".

De son côté, le directeur de la santé et de la population de la wilaya de M'sila, Rabie Mezhoud, a indiqué que cette rencontre "représente une halte scientifique importante et une occasion de renforcer les espaces de dialogue et de connaissances chez les pharmaciens et les professionnels du secteur de la santé".

R.E

EL BAYADH

Une vingtaine de points de vente de bétail en prévision de l'Aïd El-Adha

Une vingtaine de points de vente de proximité pour la vente du mouton de l'Aïd El-Adha, ont été désignés à travers les wilayas d'El-Bayadh et de la nouvelle wilaya d'El Abiodh Sidi Cheikh, à-on avisé, jeudi, auprès de la direction des Services agricoles.

Les responsables de l'inspection vétérinaire de wilaya ont indiqué à l'APS que ces points de vente réglementés, mis en place par les autorités locales des wilayas d'El-Bayadh et d'El-Abiodh Sidi Cheikh pour la commercialisation des moutons du sacrifice, s'inscrivent dans le cadre des mesures prises pour préparer l'Aïd El-Adha.

Ces espaces sont répartis à travers les communes d'El-Bayadh, El-Abiodh Sidi Cheikh, El-Bnou, Arbaouat, Bougtob, Rogassa, El-Ghassoul, Boualem, Sidi-Amar, Stitten et Brezina.

Ils viendront s'ajouter à huit marchés hebdomadaires de bétail importants, notamment ceux d'El-Bayadh, Bougtob et Cheguig, classés parmi les plus grands marchés de bétail du pays, ainsi qu'aux marchés des

communes de Tousmouline, El Mehara, Boualem, Rogassa, Brezina et El-Abiodh Sidi Cheikh.

Selon la même source, ces espaces attirent un grand nombre d'éleveurs, de commerçants et d'acheteurs provenant de différentes wilayas du pays, particulièrement durant la période précédant l'Aïd El-Adha. Les vétérinaires compétents de l'Inspection vétérinaire de wilaya, à travers les différentes circonscriptions agricoles, assurent le contrôle de la qualité et de l'état sanitaire du bétail mis en vente. Ils fournissent également des orientations et des conseils aux élevations afin d'éviter les maladies affectant les cheptels ovins, notamment les zoonoses telles que le « kyste hydatique ».

Leurs missions comprennent également le contrôle des mouvements de transport du

cheptel, ainsi que la délivrance des autorisations de transfert des têtes de bétail hors wilaya. Les points locaux de vente et de commercialisation du bétail ont également été renforcés par trois points supplémentaires dédiés à la vente des moutons importés, répartis entre les communes d'El-Bayadh, El-Abiodh Sidi Cheikh et Bougtob, où toutes les mesures nécessaires ont été prises afin d'assurer le bon déroulement de cette opération.

Dans le cadre des préparatifs en cours pour accueillir cette fête religieuse, trois abattoirs ont également été mobilisés à travers la wilaya, dont le complexe régional des viandes rouges de Bougtob, ainsi que les deux abattoirs communaux d'El-Bayadh et d'El-Abiodh Sidi Cheikh.

APS

BEJAÏA

De nouveaux projets pour améliorer les services postaux dans plusieurs communes

Le secteur de la poste dans la wilaya de Bejaïa a été déterminé, au titre de l'année 2026, de plusieurs projets de développement visant à améliorer et rapprocher les services postaux des citoyens à travers plusieurs communes, a-t-on pris connaissance de l'unité de wilaya d'Algérie Poste.

Selon le directeur de l'unité d'Algérie Poste, Ali Ramoul, un nouveau

bureau de poste est en cours de réalisation au pôle urbain "Mohamed Mokrani" de la commune d'Oued Ghir, avec un taux d'avancement des travaux évitant les 50 %, pour une livraison prévue avant la fin de l'année.

Un autre bureau de poste sera mis en service durant l'année en cours dans la localité de Biziou, relevant de la commune d'Amalou, tandis qu'un bureau mobile sera acquis

en juin prochain afin de renforcer la qualité des prestations.

Le programme comprend également la réhabilitation de plusieurs bureaux de poste dans la commune de Tamridjet, à El-karia (commune de Souk El-Tenine), Akabiw (commune de Tmezrit) et au village Adjiouane de la commune de Draâ El Gaid.

Par ailleurs, un espace dédié aux distributeurs automatiques de bil-

lets (DAB) sera ouvert cette année dans la ville de Kherrata, après celui inauguré récemment à Akbou. Trois nouveaux distributeurs automatiques seront également installés la semaine prochaine au niveau des bureaux de poste "Toubal" et "Hassiba Ben Bouali" du chef-lieu de wilaya ainsi qu'à Sidi Ayad.

R.E

AÏN TEMOUCHENT

La wilaya bénéficie de 98 projets sectoriels de développement au titre de l'année en cours

La wilaya d'Aïn Temouchent a défini de 98 opérations de développement inscrites dans le cadre du programme sectoriel de l'année 2026, a indiqué, jeudi, le directeur de la programmation et du suivi budgétaire de la wilaya, Ali Koubaa. Lors des travaux du conseil exécutif de wilaya, le même responsable a précisé que "le programme sectoriel de l'année en cours comprend 98 opérations de développement dotées d'une enveloppe financière globale de 10,32 milliards de dinars, destinées à la réalisation de projets de développement dans différents secteurs, visant la concrétisation de plusieurs équipements publics, infrastructures

de proximité et projets d'aménagement urbain". La wilaya a également été renforcée, au cours de l'année en cours, par une autre enveloppe financière de 2,39 milliards de dinars destinée à la réévaluation de plusieurs projets de développement en cours de réalisation, dans le cadre de différents programmes sectoriels, a ajouté la même source. Par ailleurs, la wilaya a enregistré, à la fin de l'année 2025 et durant l'année en cours, la réception de 64 projets sectoriels de développement inscrits dans le portefeuille des projets des années précédentes, selon les explications de M. Koubaa. Le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Ab-

dennebi, qui présidait les travaux du conseil exécutif de wilaya, a insisté sur "la nécessité de veiller au lancement effectif des différents projets sectoriels inscrits au profit de la wilaya et à leur réception dans les délais contractuels fixés par le cahier des charges".

Le même responsable a également rappelé "l'importance des projets de développement dont a régi la wilaya, permettant d'améliorer le cadre de vie dans plusieurs communes à travers des projets d'amélioration urbaine, de réhabilitation des routes, ainsi que la réalisation de nouveaux équipements de proximité".

Agence

EL-MENIAA

Lancement des travaux de réalisation d'un poste de secours routier de la Protection civile sur la RN-1

Les travaux de réalisation d'un poste de secours routier de la Protection civile sur la route nationale RN-1 (wilaya d'El-Meniaa), ont été lancés effectivement dans le cadre des efforts visant à renforcer la couverture opérationnelle, à-on informé jeudi des services de la wilaya.

Ce projet, dont le coup d'envoi des travaux a été donné par le wali Mokhtar Benmalek sur une assiette foncière

jouxtant l'axe de la RN-1 menant vers les wilayas d'In-Salah et Timimoun, a pour objectif d'assurer une intervention rapide et immédiate des services de la Protection civile en cas d'accident de la circulation, a précisé la même source.

Il vise également à consolider la couverture opérationnelle, notamment sur les axes routiers à fort trafic, afin de garantir la protection des biens et des

personnes et de réduire ainsi le temps d'intervention d'urgence, a indiqué le chargé de communication de la direction locale de ce corps constitué, le lieutenant Larbi Dahmane.

Cette structure se dotera de toutes les installations nécessaires, notamment d'une aile administrative, d'un centre d'appels, d'un cêlibatorium, d'un parc de véhicules, en plus d'un entrepôt de matériel et d'équipements d'interven-

tion, at-il ajouté.

Elle s'inscrit dans la dynamique de développement et de modernisation du secteur de la Protection civile, tout en contribuant à améliorer les conditions de prise en charge des personnes lors des situations d'urgence et à réduire le temps d'intervention sur les axes routiers les plus fréquents, a-t-on souligné.

Agence

Les grandes compagnies pétrolières cherchent à se protéger face aux « croisades juridiques gauchistes »

Au sommet des priorités législatives de l'industrie des énergies fossiles figurent des mesures de protection radicale contre toute responsabilité en cas de catastrophes climatiques causées par leurs processus d'extraction. Les Républicains au Congrès font tout leur possible pour les aider dans cette démarche.

1^{ère} partie

Par Emily Sanders (*)

Alors que les géants des énergies fossiles font face à une vague croissante de poursuites judiciaires, accusés d'avoir trompé le public concernant les dommages environnementaux causés par leurs produits, les législateurs républicains viennent de s'inspirer d'une tactique tirée du manuel des lobbyistes pro-armes, en proposant d'accorder une immunité fédérale totale aux compagnies pétrolières et gazières et de limiter les indemnités versées aux communautés confrontées aux effets des catastrophes climatiques au niveau local. Cette initiative pourrait également bloquer toute réglementation des gaz à effet de serre au niveau des États, une vaste mesure de déréglementation que certains experts juridiques ont qualifiée d'inconstitutionnelle. Les législateurs républicains à l'origine de ce projet ont, à eux tous, reçu plus de 9,5 millions de dollars de l'industrie pétrolière et gazière au cours de leur carrière. Leur projet de loi permettrait de concrétiser l'une des principales priorités politiques du lobby des énergies fossiles et d'étouffer les poursuites judiciaires liées au climat avant même qu'elles n'aboutissent devant les tribunaux. Le nouveau projet de loi, intitulé « Stop Climate Shakedowns Act of 2026 » [Mettons fin au chantage climatique, NdT] et présenté la semaine dernière par le sénateur Ted Cruz (Républicain du Texas) et la députée Harriet Hageman (Républicaine du Wyoming), protégerait certaines des plus grandes compagnies pétrolières mondiales contre les lois et les poursuites judiciaires qui pourraient les contraindre

à verser des milliards de dollars au titre des dommages climatiques, près d'un demi-siècle après que les scientifiques d'Exxon ont pour la première fois prédit les dangers liés à la combustion des combustibles fossiles. Cette législation intervient un peu plus d'un an après que les lobbyistes du secteur pétrolier et gazier auraient, pour la première fois, fait pression sur le Congrès pour obtenir une immunité juridique pour leur secteur. L'obtention de cette protection juridique avant les élections de mi-mandat est devenue une priorité pour le secteur. En janvier, l'American Petroleum Institute, la plus grande association professionnelle du secteur pétrolier et gazier du pays, a inscrit la protection des compagnies pétrolières contre les lois « Climate Superfund » [Les lois sur les fonds de réparation climatiques sont destinées à engager la responsabilité des entreprises du secteur des énergies fossiles face aux conséquences du changement climatique, NdT] et les poursuites judiciaires relatives au climat [Ces actions en justice soutiennent que les entreprises du secteur des énergies fossiles devraient être tenues pour responsables de leur contribution aux coûts liés à l'adaptation au changement climatique et aux dommages causés par les phénomènes météorologiques extrêmes liés au réchauffement climatique, NdT] parmi ses principales priorités politiques dans son programme pour 2026. Cette association exerce un lobbying direct auprès du Congrès sur cette question depuis au moins l'année dernière. Ces dernières années, des dizaines d'autorités étatiques, locales et tribales ont intenté des poursuites contre de grandes compagnies pétrolières, dont Exxon, Shell, Chevron et BP. Celles-ci s'appuient

sur des preuves de plus en plus nombreuses démontrant que ces entreprises ont trompé le public quant aux « événements potentiellement catastrophiques » que leurs produits pourraient provoquer, et soutiennent qu'elles devraient contribuer au financement des dommages. Certains États ont également présenté des projets de loi sur un « superfund climatique » qui obligerait les compagnies pétrolières à contribuer aux coûts de l'adaptation au changement climatique et de la restauration de l'environnement, à l'instar du programme fédéral Superfund qui oblige les pollueurs à payer pour nettoyer la pollution qu'ils ont causée. Le Vermont et New York ont adopté de tels projets de loi. La loi « Stop Climate Shakedowns Act » rendrait ces efforts inutiles en rejetant les poursuites judiciaires relatives à la responsabilité climatique en cours, en annulant les lois sur les fonds de réhabilitation environnementale liées au climat et en empêchant toute nouvelle loi ou poursuite judiciaire d'imposer à l'avenir une responsabilité climatique aux entreprises du secteur des énergies fossiles. Selon un communiqué de presse de Hageman, ce projet de loi protégerait les activités liées aux énergies fossiles contre les « croisades juridiques gauchistes » qui, selon elle, menacent l'accessibilité énergétique. « La sécurité énergétique, c'est la sécurité nationale, et nous ne saboterons pas nous-mêmes nos industries stratégiques par une avalanche de poursuites judiciaires coûteuses et de sanctions extrêmes qui mettent en péril l'activité de forage aux États-Unis », a-t-elle déclaré. L'autre secteur majeur à avoir obtenu du Congrès une immunité juridique quasi totale est celui des fabricants d'armes à

feu, lequel a, il y a vingt ans, largement privé les victimes des violences par arme à feu de leur droit de saisir la justice, grâce à la Loi sur la protection du commerce légal des armes (Protection of Lawful Commerce in Arms Act). Selon certains experts juridiques et défenseurs des droits, l'octroi de protections juridiques à l'industrie pétrolière laisserait de même peu de recours aux communautés qui se disputent des ressources en déclin, alors que les coûts liés au changement climatique ne cessent d'augmenter.

Cette législation fédérale intervient alors qu'un nombre croissant de législateurs républicains présentent des projets de loi au niveau des États visant à exonérer de toute responsabilité climatique les entreprises du secteur des combustibles fossiles et autres pollueurs émetteurs de gaz à effet de serre. L'Utah a été le premier État à adopter un tel projet de loi en mars, suivi du Tennessee et de l'Oklahoma. Un autre projet de loi en Iowa attend la signature du gouverneur. Une loi similaire a été déposée en Louisiane, bien que son auteur ait depuis déclaré que le texte devrait être révisé pour plus de clarté.

Un nombre croissant de législateurs républicains présentent des projets de loi au niveau des États visant à exonérer de toute responsabilité climatique les entreprises du secteur des énergies fossiles et les autres pollueurs émettant des gaz à effet de serre.

Même s'il est peu probable que la mesure visant à exonérer le gouvernement fédéral de toute responsabilité recueille les soixante voix nécessaires au Sénat pour être adoptée, une disposition similaire pourrait être ajoutée à l'avenir à un projet de loi devant absolument être adopté. « Tout cela témoigne du caractère de plus en plus désespéré des tentatives de l'industrie des énergies fossiles pour éviter que les poursuites dont elle fait l'objet n'aboutissent devant les tribunaux », a déclaré Pat Parenteau, professeur de droit de l'environnement et chercheur principal en politique climatique à la Vermont Law and Graduate School.

« Si ces allégations sont sans fondement, pourquoi l'immunité est-elle nécessaire ? » a-t-il déclaré.

« Un blanc-seing permettant aux compagnies pétrolières de mentir »

Les autorités étatiques et locales ont intenté des actions en justice liées au climat en s'appuyant sur le droit coutumier des États et sur la législation relative à la fraude à la consommation, s'inspirant ainsi des affaires qui ont contraint les fabricants de tabac et d'opioïdes à verser des milliards de dollars et à modifier leurs pratiques publicitaires.

(A suivre)

IRAK

Perspective de crise estivale du secteur de l'électricité

L'approche des fortes chaleurs place à nouveau le déficit de production d'électricité au rang des premières préoccupations des autorités irakiennes.

Selon le ministère de l'Électricité, la demande devrait atteindre cet été un niveau record de 62 GW, en augmentation de 15 % par rapport à 2025, soit plus du double de la production maximale d'électricité de 2025 (28 GW), ce qui se traduirait par un déficit de production de 34 GW en 2026. La production effective d'électricité n'a que très peu progressé depuis 2023 (26 GW).

Dans le même temps, les pics de demande ont augmenté de manière continue, passant de 40 GW en 2023 à 48 GW en 2024 et 54 GW en 2025, soit une hausse de 35 % en deux ans. La production reste très en deçà de sa capacité théorique (40 GW) pour des raisons de vétusté de certaines centrales électriques, de cycles de maintenance des installations et du manque chronique de combustible, en particulier du gaz. Près de 50 % du gaz utilisé comme combustible par les centrales électriques est importé d'Iran.

Agence

ÉGYPTE

208 millions \$ pour relancer l'activité pétrolière dans le désert occidental

Le désert occidental égyptien fait l'objet d'un nouveau programme d'investissement destiné à soutenir la production d'hydrocarbures dans un contexte de pression sur les volumes nationaux et de maturité des principaux champs pétroliers.

Par R I/Agence

La société publique égyptienne du pétrole (EGPC) a signé un accord d'au moins 208 millions de dollars avec Chevron Petroleum, principal acteur indépendant du secteur en Égypte et le britannique Capricorn Energy pour renforcer l'exploration et la production dans la zone de Badr El-Din, dans le désert occidental. Le programme acté le 19 mai, sera étalé sur cinq ans et combinera exploration, développement et optimisation des champs existants afin d'augmenter les volumes extraits et de sécuriser de nouvelles réserves. Il prévoit le forage de 44 puits. Le périmètre d'intervention est profondément réorganisé, avec le regroupement de huit concessions opérées par la coentreprise Badr El Din Petroleum Company, détenue par l'EGPC et Shell en un bloc unique et complété par de nouveaux permis d'exploration. L'ensemble couvre désormais environ 6 181 km², facilitant une gestion intégrée des actifs et une allocation plus efficace des investissements. D'après les parties prenantes, cette consolidation doit réduire la fragmentation des anciens contrats, qui ralentissait les décisions opéra-

tionnelles et limitait l'efficacité des campagnes de forage. Elle permettra également une planification plus coordonnée et une meilleure optimisation des champs déjà en production.

Modernisation des infrastructures et optimisation technique

Le programme comprend un volet technique structurant. La plateforme de traitement Badr-3 doit être modernisée pour absorber des volumes supplémentaires et améliorer la performance industrielle. Les données sismiques existantes seront réinterprétées, tandis qu'une campagne de relevé sismique 3D sur 500 km² viendra affiner la connaissance du sous-sol et identifier de nouvelles zones prospectives. Cette stratégie vise à améliorer la récupération sur des champs matures, où la croissance de production dépend davantage de l'optimisation des techniques d'extraction que de nouvelles découvertes majeures. Elle repose sur une utilisation plus fine des données géologiques et des technologies de production. L'accord intervient dans un contexte de réformes du secteur énergétique égyptien, pilotées par le Ministère de l'Énergie, qui cherche

à attirer des investissements étrangers et à améliorer la rentabilité des concessions existantes. Il faut rappeler que le désert occidental constitue, depuis 2011, le principal bassin de production du pays et un levier central du maintien des volumes.

Pression sur la production et enjeux d'exécution

La production pétrolière égyptienne est en effet confrontée à une érosion progressive liée à l'arrivée à maturité des champs ainsi qu'à un rythme insuffisant de nouveaux développements. Dans ce contexte, les partenariats avec des opérateurs internationaux comme Capricorn et des acteurs régionaux comme Chevron permettent d'apporter financements, technologies et capacités opérationnelles. La réussite du programme dépendra de la rapidité d'exécution des forages, de la qualité des résultats géologiques et de la capacité des partenaires à convertir les investissements en production additionnelle. Elle reposera également sur la stabilité du cadre contractuel et sur la coordination entre acteurs publics et privés.

TUNISIE

Un module d'IA pour moderniser la gestion des opérations douanières

L'intelligence artificielle s'impose comme la technologie émergente phare de la transformation numérique. Les autorités tunisiennes ont opté pour elle pour améliorer l'efficacité d'un service clé de l'État. La Douane tunisienne poursuit sa transformation numérique avec l'intégration d'un module basé sur l'intelligence artificielle au sein du système national de sélectivité douanière. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le samedi 16 mai par la Direction générale des douanes, à l'issue d'une réunion de la commission centrale de gestion des risques douaniers tenue à Tunis. Le nouveau dispositif s'appuie sur

des algorithmes de « machine learning » capables d'exploiter de grands volumes de données douanières afin d'identifier automatiquement les opérations présentant un risque élevé de fraude. Concrètement, le système analyse plusieurs paramètres comme la nature des marchandises, leur origine, leur valeur déclarée, les historiques d'importation ou encore le profil des opérateurs économiques. Grâce à ces modèles prédictifs, l'administration douanière veut améliorer la précision du ciblage des cargaisons suspectes, limiter les contrôles manuels systématiques et accélérer le traitement des dossiers jugés conformes.

Cette évolution intervient dans un contexte où les autorités cherchent à moderniser l'ensemble de la chaîne douanière afin de soutenir le commerce extérieur et améliorer l'efficacité administrative. La Direction générale des douanes travaille notamment sur le déploiement du système « Sinda 2 », présenté comme une nouvelle génération de plateforme numérique destinée à interconnecter les différentes administrations impliquées dans les opérations douanières. La première phase du projet doit entrer en service d'ici fin 2026. La Tunisie multiplie également les partenariats internationaux pour accélérer la numérisation de ses ser-

vices douaniers. En avril dernier, la Douane tunisienne a lancé, en coopération avec la Corée du Sud, un projet de système électronique intégré destiné à numériser davantage les procédures douanières et renforcer la transparence des échanges administratifs avec les opérateurs économiques. Les enjeux sont aussi économiques et sécuritaires. Selon les données communiquées par la Douane tunisienne, près de 4000 affaires douanières ont été enregistrées au premier trimestre 2026, pour une valeur totale de marchandises saisies dépassant 51 millions de dinars tunisiens (17,6 millions \$). Les saisies concernaient notamment des

devises, de l'or, des cartouches, des vêtements et des produits de contrebande. À travers l'intégration de l'intelligence artificielle, les autorités tunisiennes cherchent ainsi à améliorer la gestion des risques douaniers, réduire les délais de traitement et renforcer la compétitivité logistique du pays. Cette modernisation s'inscrit dans une tendance plus large observée au sein des administrations douanières, où les technologies d'analyse automatisée deviennent progressivement un levier stratégique pour sécuriser les échanges commerciaux tout en facilitant le commerce légal.

R I.

POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS ET DES ÉCOSYSTÈMES

La Mauritanie lance le projet « Les quatre pôles »

La Mauritanie a organisé, ce jeudi, à Nouakchott, un atelier de lancement du projet « Les quatre pôles », visant à renforcer la résilience des écosystèmes et des populations dans quatre zones régionales : Aoujeft, Rachid, Tamchekett et Néma. Le projet est financé par le Fonds vert pour le climat, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Ce programme, d'une durée de six ans, s'inscrit dans les efforts nationaux d'adaptation aux changements climatiques, notamment à travers la lutte contre la désertification, la restauration des terres dégradées, la protection des ressources naturelles et la promotion du développement durable dans les zones ciblées. Le projet vise égale-

ment la restauration du couvert végétal, la promotion de l'agriculture durable, l'adoption de techniques d'irrigation économes en eau, ainsi que l'amélioration des conditions économiques et des moyens de subsistance des populations locales.

Dans son allocution, la ministre de l'Environnement et du Développement durable, Mme Messouda Mint Baham Ould Mohamed Laghdaf, a souligné que le changement climatique constitue l'un des défis majeurs auxquels fait face la communauté internationale, rappelant que la Mauritanie s'est engagée activement dans les efforts internationaux de lutte contre ses effets et d'adaptation.

Elle a ajouté que cette orientation reflète l'attention particulière accordée

par le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, aux questions environnementales et de développement durable, ainsi que sa volonté de renforcer la capacité de résilience des populations face aux impacts climatiques croissants. La ministre a également indiqué que ce projet est le fruit d'un partenariat entre la Mauritanie, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Fonds vert pour le climat, et qu'il illustre l'engagement du gouvernement, sous la coordination du Premier ministre M. El Moctar Ould Diay, à soutenir les populations vulnérables et à renforcer leur adaptation aux changements climatiques.

Elle a enfin appelé les acteurs concernés à intensifier les efforts pour assu-

rer une mise en œuvre efficace et durable du projet, tout en encourageant les populations locales à s'impliquer activement afin de garantir la durabilité de ses résultats. Pour sa part, le responsable du projet au sein du Programme des Nations Unies pour l'environnement, M. Dani El Harki, a indiqué que ce programme répond aux défis climatiques croissants auxquels la Mauritanie est confrontée, notamment la désertification, la dégradation des terres et la pression sur les ressources en eau. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de responsables du ministère de l'Environnement et du Développement durable ainsi que d'autorités locales des communes concernées.

Agence

EN APPROUVANT DES CULTURES INDUSTRIELLES

L'Angola assouplit sa position sur les OGM

Les organismes génétiquement modifiés sont souvent présentés comme un levier pour accroître les rendements agricoles. Si certains pays africains ont déjà adopté cette technologie, la majorité du continent demeure prudente, à l'image de l'Angola.

Synthèse R.I.

L'Angola autorise désormais l'importation et la production de semences génétiquement modifiées de coton et de graines de ricin. Cette mesure exceptionnelle a été annoncée par le ministère de l'Agriculture dans un communiqué publié le 15 mai dernier, qui précise que leur utilisation pour la production d'huile alimentaire reste exclue. « L'utilisation, la culture, l'expérimentation et l'importation de variétés génétiquement modifiées à des fins de recherche scientifique ou de culture, sont soumises aux conditions de réglementation et de contrôle à fixer par le département ministériel chargé de l'Agriculture », rapporte l'Agence angolaise de presse qui a relayé l'information. Cette dérogation pour le coton et le ricin marque un assouplissement prudent de la position de Luanda sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Il faut noter que la législation angolaise qui interdit la production de plantes ou d'animaux OGM, est en vi-

gueur depuis décembre 2004, soit depuis plus de 20 ans. Si les raisons qui ont poussé à ce changement n'ont pas été révélées, certains facteurs peuvent être mis en lien. Le coton et le ricin sont en effet des cultures qui peuvent soutenir l'émergence de deux secteurs industriels stratégiques : le textile et la filière émergente des biocarburants.

Une mesure de soutien à la relance de la production cotonnière ?

Le recours au coton Bt peut être interprété comme un levier technologique destiné à améliorer la compétitivité d'une filière en déclin et à concrétiser les ambitions de relance affichées par le gouvernement angolais depuis plusieurs années. En 2014, le ministère de l'Agriculture avait par exemple lancé un plan de relance de la filière coton, avec l'ambition de mettre en valeur 70 000 hectares de terres agricoles et de porter la production nationale à 100 000 tonnes par an à partir de 2017.

Cependant, les données compilées par la FAO montrent qu'en 2024, le pays n'a produit que 3 300 tonnes de coton graine, sur une superficie de 5 836 hectares, révélant l'écart considérable entre les objectifs initiaux et les résultats obtenus. Il convient de noter que les variétés transgéniques de coton sont généralement utilisées pour améliorer la résistance aux ravageurs et réduire le recours aux pesticides, avec à la clé des gains potentiels de rendement et une baisse des coûts de production. En Afrique du Sud, où le coton Bt est adopté pour la culture à grande échelle depuis 1997, les données compilées par la FAO montrent par exemple que le rendement de coton graine obtenu a atteint 2,5 tonnes par hectare entre 2020 et 2024. Sur la même période, ceux enregistrés en Angola se sont établis à 0,78 tonne en moyenne. L'enjeu est d'autant plus stratégique pour l'industrie textile, alors que la pénurie de coton avait paralysé le fonctionnement de certains opérateurs comme l'usine África Têxtil au cours des dernières années.

AVEC UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ PUBLIQUE

Le Niger récupère la gestion de ses pipelines

Producteur de pétrole depuis 2011, le Niger entend désormais maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur de son secteur des hydrocarbures. Une stratégie qui s'est traduite récemment par la renégociation des accords avec ses partenaires étrangers. Le Niger se dote d'un nouvel outil pour gérer ses infrastructures pétrolières. Lors du Conseil des ministres du lundi 18 mai, le gouvernement a adopté un décret portant création de la Société Nigérienne des Pipelines Intérieurs (SNPI). Cette nouvelle entreprise publique sera chargée de gérer le transport des hydrocarbures par canalisations sur l'ensemble du territoire national. Concrètement, la SNPI est créée sous la forme d'une so-

ciété anonyme à capital intégralement détenu par l'État. Elle aura pour mission la gestion, l'exploitation, la maintenance et la sécurité de tout réseau de transport d'hydrocarbures par canalisations. Elle pilotera également les études de conception, la construction, la modernisation et l'extension des futurs réseaux, précise le communiqué officiel du gouvernement.

Un cadre pour accueillir le pipeline Agadem-Zinder

La création de la SNPI s'inscrit dans le cadre du retour du pipeline Agadem-Zinder dans le patrimoine de l'État nigérien. Long d'environ 462,5 kilomètres, cet ouvrage relie le champ pétrolier d'Agadem, dans

la région de Diffa, à la raffinerie de Zinder (SORAZ) opérationnelle depuis novembre 2011, alimentant ainsi le marché intérieur en produits raffinés. Ce pipeline était jusqu'ici exploité dans le cadre d'un contrat de partage de production (PSC) avec la China National Petroleum Corporation (CNPCNP), filiale nigérienne du géant chinois. Son retour dans le giron de l'État s'effectue via le mécanisme dit du « cost oil », qui prévoit qu'une fois les investissements de l'opérateur amortis, l'infrastructure revient à l'État, explique Africa Presse. Ce transfert a été acté le même jour que la création de la SNPI. Le ministre nigérien des Affaires étrangères, Bakary Yaou Sangaré

et le directeur général de la CNPCNP Zhang Yu ont signé un protocole de partenariat pétrolier dans ce sens, rapporte Le Sahel. Au-delà du transfert du pipeline, le texte engage les deux parties à restructurer leurs dettes mutuelles dans un délai de six mois. Ce protocole résulte de plus d'un an de négociations engagées après les tensions de mars 2025 entre Niamey et Pékin. Plusieurs cadres chinois avaient été expulsés du pays, et le gouvernement nigérien avait poussé pour des règles plus strictes en matière de contenu local. Un comité de négociation avait ensuite été institué par décret du président Abdourahmane Tiani fin juillet 2025.

Agence

AFRIQUE DU SUD

Le danois Topsoe obtient un marché d'un milliard \$ sur l'ammoniac vert

Premier émetteur de CO2 du continent d'après les données de la Banque mondiale et de Global Carbon Atlas, l'Afrique du Sud cherche à rendre son économie plus durable grâce à l'ammoniac vert. Un pari pour un pays qui veut transformer son mix et conquérir de nouveaux marchés. Selon des informations rapportées mardi 19 mai par Reuters, l'entreprise danoise Topsoe a remporté un marché d'un milliard de dollars sur le projet de Coega, une usine d'ammoniac prévue dans le port de Ngqura, à Gqeberha, sur la côte est de l'Afrique du Sud. Elle fournira sa technologie d'électrolyseurs et d'autres équipements clés, ont annoncé les porteurs du projet, la Britannique Hive Energy (75 %) et la Sud-Africaine Built Africa (25 %). Concrète-

ment, Topsoe livrera ses électrolyseurs à oxyde solide, une technologie de pointe utilisée pour produire de l'hydrogène à partir d'électricité renouvelable. Cet hydrogène sera ensuite transformé en ammoniac, vendu pour la fabrication d'engrais et l'industrie chimique. Pour les promoteurs, la technologie danoise est un argument financier majeur. « La technologie d'ammoniac vert de Topsoe nous permettra de réduire les dépenses d'investissement en énergies renouvelables de plus de 0,5 milliard d'euros [soit environ 582 millions de dollars, Ndlr] », a affirmé Giles Redpath, PDG de Hive Energy, toujours d'après Reuters. Évalué à quelque 5,8 milliards de dollars, le projet de Coega sera en effet alimenté par 1430 mégawatts (MW)

d'énergie solaire et 1499 mégawatts d'énergie éolienne. Les parties prenantes visent une production de un million de tonnes par an d'ammoniac vert d'ici fin 2029. Le calendrier étant désormais fixé, les études d'ingénierie sont annoncées pour le troisième trimestre 2026. La décision finale d'investissement dans le projet est quant à elle attendue pour le troisième trimestre 2027.

Une ambition adossée à une stratégie nationale

Le projet de Coega s'appuie sur une stratégie nationale ambitieuse. Pour piloter sa transition énergétique, l'Afrique du Sud a dévoilé en 2023 le Just Energy Transition Investment Plan (JET IP). Ce

plan mobilise 83 milliards de dollars sur la période 2023-2027, dont 18 milliards spécifiquement consacrés à l'hydrogène vert, selon Enerdata. En 2025, le ministre sud-africain de l'Électricité et de l'Énergie, Kgosietshe Ramokgopa, a accordé à Coega, le statut de « projet phare » de la transition énergétique nationale, rapporte Mining Weekly. Au-delà de Coega, plusieurs autres projets sont en développement. Le site de Boegoebaai, dans la province du Northern Cape, est étudié par le groupe sud-africain Sasol comme futur hub d'exportation de l'hydrogène. La stratégie provinciale vise 40 gigawatts (GW) de capacité d'électrolyseurs d'ici 2050, précise South African Business.

R.I.

MOZAMBIQUE

Un plan d'investissement de 10 millions \$ dans l'apiculture en préparation

L'élevage des abeilles fait partie intégrante de l'agriculture et du développement rural en Afrique. Au Mozambique, où il occupe une place encore marginale dans l'économie, les autorités souhaitent développer le secteur en modernisant les infrastructures de production. Le Mozambique prévoit de mobiliser environ 10 millions \$ pour développer sa filière apicole avec l'appui de la Banque mondiale. C'est ce qu'a révélé Roberto Albino, ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et de la Pêche, le 20 mai à l'occasion de la Journée mondiale des abeilles célébrée à Maputo. Selon les informations relayées par le média local Club of Mozambique, cette enveloppe sera utilisée en deux principaux volets. Le premier prévoit un appui direct aux communautés productrices sous forme de subventions destinées notamment à l'acquisition de ruches, d'équipements de protection et à la formation des apiculteurs. Le second sera consacré au développement de l'agroindustrie apicole grâce à des crédits concessionnels destinés aux activités de transformation, de conditionnement, de certification et de transport. À travers cette initiative, le gouvernement entend accroître la production nationale de miel tout en améliorant la valorisation locale de la récolte. Les données compilées par la FAO montrent en effet que le pays d'Afrique australe a produit en moyenne 592 tonnes de miel par an entre 2020 et 2024, alors qu'il est en mesure d'en produire environ 3 600 tonnes par an. Outre l'insuffisance d'infrastructures modernes, les autorités estiment également que le déficit de données fiables constitue l'un des principaux freins au développement du secteur. « L'absence de statistiques fiables constitue l'un des principaux obstacles à la croissance du secteur... Nous ne disposons pas de statistiques consolidées sur ce qui se passe dans la chaîne de valeur apicole », a déclaré M. Albino. Pour le ministre, cette situation complique l'élaboration des politiques commerciales et l'évaluation des besoins réels en importations de miel. Dans ce contexte, Maputo entend également renforcer l'organisation et l'enregistrement des acteurs de la chaîne de valeur.

R.I.

MOYEN-ORIENT

Les Bourses mondiales croient à une avancée, la tech en renfort

Les Bourses mondiales ont terminé la semaine dans le vert vendredi, espérant des développements positifs sur le Moyen-Orient, l'engouement pour les valeurs technologiques apportant aussi un soutien.

A New York, le Dow Jones (+0,58% à 50.579,70 points) a terminé sur un record pour la deuxième séance d'affilée. Le Nasdaq a pris 0,19% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,37%.

En Europe, la Bourse de Paris (+0,37%), de Francfort (+1,15%), ainsi que celle de Milan (+0,70%) et de Londres (+0,22%) ont toutes terminé en hausse. "Le marché boursier semble s'appuyer sur l'idée que, même si la situation autour de l'Iran semble précaire, les deux parties sont en pourparlers et finiront par conclure un accord de paix", commente auprès de l'AFP Patrick O'Hare, de Briefing.com.

Selon des sources sécuritaires, le chef de l'armée pakistanaise, pays médiateur des discussions, est en route pour Téhéran.

Le chef de la diplomatie américaine Marco Rubio a lui exprimé son espoir que cette visite fasse avancer les discussions.

"Les acteurs du marché craignent davantage de se retrouver hors du marché si cela (un accord, nldr) se produit pendant le week-end que d'y rester si, par exemple, un événement comme une intervention militaire survient", assure Patrick O'Hare.

Mais cet espoir a surtout concerné le marché boursier.

Du côté du pétrole, les investisseurs sont "nerveux", assure auprès de l'AFP Phil Flynn, analyste pour The Price Futures Group.

Les cours ont terminé en petite hausse: le baril de Brent de la mer du Nord a progressé de 0,94% à 103,54 dollars, et son équivalent américain, le baril de WTI, a grappillé 0,26% à 96,60 dollars. Pour les analystes d'Eurasia Group, "le risque d'escalade" demeure réel "malgré l'intensification des efforts diplomatiques."

Depuis l'entrée en vigueur d'une fragile

trêve le 8 avril après plus d'un mois de conflit, une seule séance de négociations, infructueuse, s'est tenue le 11 avril à Islamabad.

Enthousiasme autour de l'IA

Après les bons résultats trimestriels publiés mercredi par le géant des puces Nvidia, l'enthousiasme pour les secteurs touchés de près ou de loin par l'intelligence artificielle (IA) a continué.

A Wall Street, le fabricant d'ordinateurs et autres équipements informatiques Dell s'est envolé de plus de 17%, et a vu le prix de son action plus que doubler depuis le début de l'année. Son concurrent HP a pris plus de 15% vendredi.

Le marché estime que la forte demande pour l'IA offrira de nouveaux débouchés pour leurs produits.

A Francfort, le spécialiste des puces Infineon Technologies a été récompensé (+7,97%) tout comme STMICROELECTRONICS en France (+5,17%).

Dans les semaines qui viennent, le marché américain va commencer à battre le rebours de l'événement boursier de l'année: l'introduction au Nasdaq de SpaceX, l'outil de conquête spatiale d'Elon Musk, annoncée pour mi-juin.

OpenAI, le créateur de ChatGPT, doit aussi déposer son dossier préalable à une entrée en Bourse dans les prochains jours.

Conséquences économiques du conflit scrutées

La journée a été marquée par la prestation de serment du nouveau président de la Fed, Kevin Warsh, qui a promis que la Réserve fédérale sera "tournée vers des réformes".

Le président américain Donald Trump espère que M. Warsh baisse les taux dans un contexte d'inflation nourrie par la hausse du prix du pétrole.

Mais il lui a aussi souhaiter d'être "complètement indépendant".

"Je n'aimerais pas du tout être à sa place", ironise François Rimeu, stratège senior chez Crédit Mutuel AM. "Sa mission est horrible. Comme on va avoir une inflation qui va être au-dessus de 3,5%/4%, il n'y a aucune raison de baisser les taux".

Capteur des risques d'inflation, le taux d'emprunt de la dette américaine à dix ans était en léger recul à 4,56% contre 4,57% à la clôture la veille.

La hausse des prix réduisant la valeur réelle de leur créance, les prêteurs exi-

gent pour compenser des taux d'intérêt plus élevés.

En Europe, la détente continuait sur le marché obligataire de la dette des Etats. Le rendement du "Bund" allemand à échéance dix ans, référence sur le continent, redescendait à 3,04%, contre 3,10% la veille en clôture. Son équivalent français refluit à 3,66% contre 3,72% jeudi soir.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Mai 2026
Valeur : 25 Mai 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.8606	132.8756
1	EUR EURO	154.1582	154.1888
1	GBP POUND STERLING	178.3603	178.4044
100	JPY JAPANESE YEN	83.5444	83.5590
1	CNY CHINESE YUAN	19.5297	19.5342
1	CHF SWISS FRANC	168.6262	168.7095
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.4505	96.4894
1	DKK DANISH KRONE	20.6270	20.6364
1	SEK SWEDISH KRONA	14.1785	14.1829
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.3127	14.3177
1	AED UAE DIRHAM	36.1693	36.1842
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4049	35.4108
1	KWD KUWAITI DINAR	432.9117	433.1017
1	TND TUNISIAN DINAR	45.0961	45.5493
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3873	14.3889
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8252	20.9319
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3324	3.3428
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.5210	181.5210

OPTIMISTE QUANT À LA CONCLUSION D'UN ACCORD SUR LE MOYEN-ORIENT

Wall Street en progression

La Bourse de New York a clôturé en hausse vendredi, continuant d'afficher son espoir de voir les négociations entre les Etats-Unis et l'Iran progresser, les valeurs technologiques apportant également un soutien aux indices.

Pour la deuxième séance d'affilée, le Dow Jones (+0,58% à 50.579,70 points) a terminé sur un record. Le Nasdaq a pris 0,19% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,37%.

"Le marché boursier semble s'appuyer sur l'idée que, même si la situation autour de l'Iran semble précaire, les deux parties sont en pourparlers et finiront par conclure un accord de paix", commente auprès de l'AFP Patrick O'Hare, de Briefing.com.

Selon des sources sécuritaires, le chef de l'armée pakistanaise, pays

médiateur des discussions, est en route pour Téhéran.

Le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio a dit espérer que cette visite d'Asim Munir ferait "avancer les choses".

"Les acteurs du marché craignent davantage de se retrouver hors du marché si cela (un accord, nldr) se produit pendant le week-end que d'y rester si, par exemple, un événement comme une intervention militaire survient", assure Patrick O'Hare.

La pause hebdomadaire sera d'ailleurs plus longue que de coutume, le marché observant lundi un jour férié en l'honneur des soldats américains morts en mission.

Donald Trump a confirmé vendredi qu'il n'assisterait pas au mariage de son fils aîné Don Jr samedi, assurant qu'il était "important" pour lui de rester à la Maison Blanche

pour "des raisons ayant trait aux affaires de l'Etat", tout en restant évasif.

Depuis l'entrée en vigueur d'une fragile trêve le 8 avril après plus d'un mois de conflit, une seule séance de négociations, infructueuse, s'est tenue le 11 avril à Islamabad. Mais Wall Street a volé de records en records.

"C'est un marché qui ne cesse de montrer qu'il est résilient et qu'il n'est pas prêt de céder aux pressions à la vente", estime M. O'Hare.

Du côté des obligations, le rendement à dix ans des emprunts de l'Etat américain s'est légèrement détendu, évoluant à 4,56% vers 20H25 GMT contre 4,57% à la clôture la veille.

La place américaine a aussi profité d'un bond des fabricants d'ordinateurs et pièces informatiques, les

investisseurs estimant que la forte demande pour l'intelligence artificielle (IA) leur apportera de nouveaux débouchés.

Dell s'est envolé de plus de 17%, et a vu le prix de son action plus que doubler depuis le début de l'année. HP a pris plus de 15% vendredi.

En revanche, aucune surprise n'est venue de Kevin Warsh, qui a prêté serment pour prendre la tête de la banque centrale américaine (Fed), devant Donald Trump.

Il a notamment appelé les gouverneurs de la Fed à poursuivre leurs objectifs "avec sagesse, clarté, indépendance et détermination". Et Donald Trump a assuré qu'il souhaitait que Kevin Warsh soit "complètement indépendant" et défende "l'intégrité de la Fed".

Au tableau des valeurs, le géant des cosmétiques Estée Lauder

(+11,93% à 88,32 dollars) s'est envolé après que le groupe espagnol de luxe et cosmétiques Puig a indiqué que les discussions en vue d'une possible fusion avaient "pris fin", sans avoir "abouti à un accord".

L'éditeur de jeux vidéo Take-Two Interactive (-4,42% à 227,55 dollars) a reculé, ses prévisions annuelles n'ayant pas convaincu les marchés. L'entreprise a toutefois confirmé que Grand Theft Auto VI, titre très attendu de sa saga phare, sortira en novembre.

La chaîne de cinémas à écrans géants IMAX (+15,47% à 39,12 dollars) a connu une très bonne journée, poussée par des informations de presse selon lesquelles le groupe aurait mené des discussions préliminaires avec des candidats pour un potentiel rachat.

R. I.

MENAÇANT LA CROISSANCE DU PIB

Le secteur des services britannique s'effondre

Le secteur des services britannique a connu sa plus forte baisse depuis 2016. Les tensions géopolitiques et l'instabilité intérieure freinent les investissements des entreprises. Le ralentissement économique pourrait empêcher la Banque d'Angleterre de relever ses taux d'intérêt.

Le secteur des services, principal moteur de l'économie britannique, a connu l'une de ses plus fortes contractions depuis dix ans. Selon l'indice des directeurs d'achat (PMI) de S&P Global, l'activité des entreprises a atteint son plus bas niveau depuis janvier 2021. Si l'on fait abstraction des anomalies liées à la pandémie, il s'agit de la plus forte baisse depuis juillet 2016. Étant donné que le secteur des services — qui englobe tout, des technologies de l'information et de la finance au commerce de détail et à l'hôtellerie — représente environ 80 pour cent de l'économie nationale, ce déclin constitue une menace sérieuse pour la croissance globale du PIB.

Une tempête parfaite d'instabilité

Les experts du secteur attribuent ce ralentissement à une « tempête parfaite » d'instabilité géopolitique et nationale. Chris Williamson, de S&P Global Market Intelligence, a souligné que le conflit impliquant l'Iran et les tensions plus générales au Moyen-Orient en sont les principaux mo-

teurs, bien que l'incertitude entourant le mandat de Premier ministre de Keir Starmer pèse également sur la confiance des entreprises. Ces facteurs ont collectivement freiné les investissements, les embauches et les dépenses de consommation, tout en faisant grimper les coûts d'exploitation et en créant des pénuries d'approvisionnement.

L'impact est clairement visible dans l'indice composite de la production, qui suit à la fois l'industrie manufacturière et les services. L'indice a chuté à 48,5 en mai, une forte baisse par rapport aux 52,6 d'avril et nettement inférieur aux 51,6 prévus par les analystes. Andrew Wishart, de Berenberg, a averti que si cette trajectoire se poursuivait, le Royaume-Uni pourrait connaître un renversement de tendance en matière de croissance économique, passant potentiellement d'une hausse de 0,6 pour cent au premier trimestre à une contraction de 0,2 pour cent au deuxième.

Crises du marché du travail

Le marché du travail est également en dif-

ficulté, l'emploi dans le secteur privé étant en baisse depuis 20 mois consécutifs.

Cette tendance est exacerbée par des pertes d'emplois rapides dans le secteur des services, ce qui correspond aux données récentes de l'Office for National Statistics montrant une forte baisse du nombre de salariés — une diminution de 100 000 en avril, la plus importante depuis 2014.

Alors que le secteur des services était en difficulté, l'industrie manufacturière a fait preuve d'une certaine résilience, atteignant un pic d'activité sur trois mois. Cette évolution s'explique en grande partie par le fait que les clients ont passé leurs commandes tôt afin d'éviter les hausses de prix anticipées et la volatilité de la chaîne d'approvisionnement, malgré les retards logistiques dans le Golfe. Cependant, cet optimisme est contredit par un rapport de la Confédération de l'industrie britannique, qui note que les carnets de commandes ont atteint leur plus bas niveau depuis 2020 en mai, et que de nouvelles baisses sont attendues.

R I.

D'ICI 2030

Les exportations mexicaines vers l'Europe vont augmenter de 50%

Le Mexique et l'Union européenne ont officialisé ce vendredi la signature de leur nouvel accord de libre-échange élargi. Face à l'offensive protectionniste de Donald Trump, ce pacte commercial stratégique vise à réduire la dépendance des deux blocs vis-à-vis de Washington et ambitionne de porter les exportations mexicaines vers l'Europe à 36 milliards de dollars d'ici 2030.

Le Mexique et l'Union européenne peuvent-ils échapper à l'emprise commerciale des États-Unis ? C'est en tout cas l'ambition de l'accord de libre-échange officialisé ce vendredi 22 mai. À l'occasion de leur premier

sommet depuis plus de dix ans, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le président du Conseil européen Antonio Costa ont signé cet accord pensé pour se protéger partiellement des droits de douane imposés par le président américain Donald Trump. Le texte, sur lequel un large consensus s'est dégagé en 2025 mais dont la signature a été reportée, élargit l'accord commercial Mexique-UE de 2000, qui ne couvrait que les biens industriels. Le nouvel accord inclut désormais les services, les marchés publics, le

commerce en ligne, les investissements et les produits agricoles.

"Une déclaration géopolitique"

"Ce sommet représente bien plus que du commerce ; c'est une déclaration géopolitique", avait déclaré Kaja Kallas, chef de la diplomatie européenne, jeudi à Mexico, avant la signature.

Les deux parties souhaitent diversifier leurs exportations en dehors des États-Unis. L'UE a été frappée par de nouveaux droits de douane massifs imposés par Trump dans le cadre de la réforme tarifaire dite "du Jour de la Libération" en avril 2025

et a préparé des contre-mesures, lesquelles ont été suspendues le temps que les deux parties reprennent le dialogue.

Malgré une certaine détente tarifaire et un accord conclu en juillet, les droits de douane américains sur les exportations de l'UE restent élevés. Le Mexique a également été frappé par de lourds droits de douane américains sur ses exportations d'automobiles, d'acier et d'aluminium, et les relations commerciales entre les deux pays ont été instables tout au long du second mandat de Trump.

R I/Agence

JAPON

L'inflation ralentit plus que prévue en avril

L'inflation a ralenti au Japon en avril à 1,4% sur un an, en dépit des craintes liées à l'envolée des cours de l'énergie, selon des statistiques publiées vendredi par le gouvernement.

Cette hausse des prix à la consommation (hors produits frais) est plus modérée que celle attendue par le marché (1,7%) et fait suite à une augmentation de 1,8% en mars. Ce ralentissement s'explique en partie par une baisse des prix des carburants sous l'effet de mesures d'urgence décidées par le gouvernement face aux tensions géopolitiques, s'ajoutant à des subventions énergétiques instaurées en décembre.

Face à l'embarquée de l'inflation, la Première ministre Sanae Takaichi avait en effet adopté fin 2025 un plan de relance de 117 milliards d'euros pour aider les ménages et les entreprises, tout en procédant à des subventions et rabais fiscaux sur l'énergie.

La dirigeante prépare actuellement de nouvelles mesures face à la flambée des prix de l'énergie sur les marchés, alors que l'économie nippone est très dépendante des importations en hydrocarbures du Moyen-Orient.

L'archipel, longtemps guetté par la déflation, est confronté depuis le printemps 2022 à une hausse soutenue des prix à la consommation au-delà de 2%.

Pour l'endiguer, la Banque du Japon (BoJ) a entamé en mars 2024 un resserrement de ses taux, après 10 ans de politique monétaire ultra-accommodante.

Les pressions sur les prix se sont récemment accentuées et la BoJ a fortement relevé ses prévisions lors de sa dernière réunion fin avril. Elle mise désormais sur une inflation de 2,8% durant l'exercice 2026, contre 1,9% anticipés précédemment. Elle table ensuite pour l'exercice 2027 sur une inflation de 2,3%. Avant l'annonce du ralentissement d'avril, nombre d'analystes anticipaient par conséquent un relèvement du taux directeur de la BoJ, fixé depuis décembre à 0,75% - son plus haut niveau depuis 1995 -, lors de la prochaine réunion de l'institution en juin

APS

ITALIE

Rome appelée à tirer des leçons de l'Espagne dont la croissance économique est 4 fois plus forte

L'économie italienne enregistrera en 2026 une croissance inférieure à 1% pour la quatrième année consécutive, a annoncé ce jeudi 21 mai l'Office national des statistiques ISTAT, qui estime que le pays devrait regarder du côté de l'Espagne pour doper ses performances économiques. L'Italie peut mieux faire. Pour la quatrième année consécutive, le pays enregistrera encore une croissance inférieure à 1%, a annoncé ce jeudi 21 mai l'Office national des statistiques ISTAT (l'équivalent italien de l'Insee), qui considère qu'il devrait prendre exemple sur l'Espagne pour doper ses performances économiques. Après un rebond de l'activité juste

après l'épidémie de Covid-19, au début de la décennie, l'Italie n'a connu qu'une croissance de 2,3% sur la période 2023-2025, soit environ un quart de l'expansion de 9% enregistrée par l'Espagne au cours de la même période, note l'ISTAT dans son rapport annuel. L'office des statistiques établit une comparaison entre les politiques d'immigration et d'investissement des deux pays, l'Italie étant la troisième économie de la zone euro et l'Espagne la quatrième, pour illustrer l'écart d'efficacité entre Rome et Madrid. Parmi les facteurs freinant la croissance italienne figurent une crise démographique de longue date et une approche trop à court terme en matière d'invest-

tissement, qui ne met pas suffisamment l'accent sur la technologie, souligne l'ISTAT.

En Italie, en 2025, un tiers des personnes âgées de 15 à 64 ans ne travailleraient pas et ne cherchaient pas d'emploi, soit le taux le plus élevé de l'Union européenne. Autrement dit, 66,7% de la population italienne est activement engagée sur le marché du travail, contre une moyenne de 75,7% dans l'UE, poursuit l'ISTAT.

Et même si ce taux d'activité a augmenté ces dernières années, "le simple déclin démographique entraînerait, d'ici 2050, une baisse de plus de cinq millions du nombre de personnes actives âgées de 15 à 64 ans", a déclaré

Cristina Freguja, chercheuse à l'ISTAT, lors de la présentation du rapport.

Pour contrer les effets du déclin démographique, il est nécessaire d'augmenter considérablement les taux de participation au marché du travail, propose le rapport, une voie dans laquelle l'Espagne s'est engagée en misant sur l'immigration.

Entre 2022 et 2025, la population italienne âgée de 15 à 64 ans n'a augmenté que de 1,6%, contre une croissance de 4,6% en Espagne, qui s'explique notamment par une hausse de 22,3% du nombre de résidents étrangers. En Italie, ce chiffre n'a augmenté que de 4,6%.

Agence

À QUI VA LE PLUS PROFITER L'ENTRÉE EN BOURSE DE SPACEX ?

La réponse ne vous choquera pas mais les chiffres, si

L'entrée en Bourse de SpaceX s'annonce comme l'une des plus prolifiques, avec des chiffres qui donnent le vertige. Et certaines fortunes personnelles vont atteindre des sommets que l'humanité n'a encore jamais vus.

On entre dans la dernière ligne droite. SpaceX a déposé le fameux prospectus S-1 auprès du gendarme boursier américain, la Securities and Exchange Commission (SEC) : l'introduction en Bourse est attendue autour du 12 juin. La société d'Elon Musk vise une levée de fonds de plus de 75 milliards de dollars, soit plus du double du record mondial actuel détenu par le géant pétrolier Saudi Aramco depuis 2019 avec 29,4 milliards de dollars. La valorisation totale de l'entreprise pourrait, elle, dépasser les 1 750 milliards de dollars, ce qui placerait SpaceX d'emblée parmi les sociétés les plus valorisées de la planète.

La fortune personnelle de Musk va encore grimper

Et c'est, sans surprise, Elon Musk qui va le plus en profiter. Sa fortune personnelle, déjà estimée à plus de 820 milliards de dollars, pourrait franchir le cap des 1 000 milliards après l'opération, ce qui ferait de lui le premier milliardaire de l'Histoire. Le fondateur, qui cumule aussi les rôles de président du conseil d'administration, directeur général et directeur technique, contrôle à lui seul environ 85 % des droits de vote de l'entreprise. En cause, la structure de SpaceX en deux classes d'actions. Ainsi, les investisseurs particuliers



pourront acheter des actions de classe A, qui donnent droit à une voix chacune, tandis que Musk détiendra massivement des actions de classe B, qui valent dix voix par action. Résultat, il sera impossible, en pratique, de le mettre en minorité. Et ce n'est pas tout : le prospectus prévoit qu'il recevra jusqu'à 1 milliard d'actions supplémentaires de classe B s'il parvient à établir une colonie d'1 million de personnes sur Mars. Si cet objectif est qualifié d'« improbable » par SpaceX, Musk peut déjà exercer les droits de vote associés à celles-ci.

Celle de ses proches aussi

Les proches du milliardaire vont également toucher le jackpot. Antonio Gra-

cias, ami de longue date du milliardaire et membre du conseil d'administration, détient plus de 503 millions d'actions. Gwynne Shotwell, directrice des opérations de SpaceX depuis 2008 et véritable cheville ouvrière de l'entreprise, possède près de 12,6 millions d'actions, elle qui a déjà touché 85,8 millions de dollars de compensation en 2025. Ceux qui ont misé tôt sur l'entreprise tréignent aussi d'impatience, et on comprend pourquoi. Les investisseurs de la première heure ont en effet payé leurs actions 1 dollar pièce. Les derniers entrants, eux, ont déboursé 270 dollars par action. À la valorisation attendue lors de l'introduction en Bourse, ces mêmes actions vaudront des dizaines, voire des centaines de fois leur mise de départ.

Samsung et les syndicats arrivent finalement à un accord, qui leur évite la grève générale

Les choses tendent à se calmer du côté de chez Samsung. La grève monstrueuse en préparation pourrait bien ne pas avoir lieu, grâce à un accord trouvé. C'était un compte à rebours qui avait été lancé au mois d'avril dernier par les salariés de chez Samsung. Ceux-ci menaçaient leur entreprise d'une grève de 18 jours, qui pourrait coûter des milliards d'euros de pertes à l'entreprise. En cause, leur rémunération beaucoup moins avantageuse que celles proposées par le concurrent SK Hynix, qui profite lui aussi grandement de la pénurie de RAM. Et juste avant l'échéance, les deux parties sont finalement arrivés à un accord.

Les syndicats et la direction de Samsung arrivent à un accord

La grève ne devrait pas avoir lieu chez Samsung. En effet, comme nous l'indique Reuters, la direction de Samsung et les syndicats ont trouvé un accord



sur la rémunération des salariés. Ces derniers devront voter sur l'accord entre le 22 et le 27 mai prochain. Selon les termes de l'accord, les salariés chargés de la production de puce vont recevoir un bonus régulier en cash correspondant à la moitié de leur

saire annuel. Samsung va par ailleurs réserver 10,5% de son bénéfice d'exploitation au versement d'un bonus spécial, sous la forme d'actions. 40% sera distribué à l'ensemble de la division puces, les 60% restants étant eux destinés aux salariés en charge des puces mémoires.

Des avantages moindres que chez le concurrent de SK Hynix

Même si les avantages sont particulièrement impressionnants, selon des calculs effectués par Reuters, Samsung continuera tout de même à moins récompenser ses salariés de SK Hynix. Ces derniers vont ainsi toucher plus, et auront par ailleurs le choix de toucher leur bonus soit en cash, soit en actions. Enfin, si l'accord sur les bonus a une durée de 10 ans, le versement des primes est subordonné à l'atteinte d'un certain nombre d'objectifs de bénéfices réalisés par Samsung. Ce genre de conditions n'est pas présent du côté de SK Hynix. Mais si ces nouvelles conditions laissent la possibilité à des entreprises rivales de chasser les salariés de Samsung, elles pourraient aussi aider Samsung à mieux supporter un éventuel retournement de marché - ce que certains craignent déjà du côté du groupe.

Xiaomi devrait investir des milliards d'euros dans le développement de puces maison

Le géant chinois veut devenir plus autonome. Et ça va passer par un développement plus affirmé dans la production de ses propres puces. Il y a un an, Xiaomi lançait la première puce produite directement par ses équipes, la XRing 01, destinée à équiper ses smartphones. L'objectif est, à terme, de pouvoir faire comme Apple, Google, Samsung ou Huawei, et pouvoir se passer des géants Qualcomm et MediaTek. Et pour ce faire, le géant va mettre des milliards et des milliards sur la table.

Xiaomi programme près de 25 milliards d'euros pour la R&D

Xiaomi veut continuer son ascension, qui passe notamment en ce moment par sa percée dans le monde des véhicules électriques. Pour soutenir son développement tous azimuts, le groupe a ainsi programmé 200 milliards de yuans (plus de 25 milliards d'euros) d'investissement en R&D pour les cinq prochaines années.

Évidemment, tout n'ira pas dans le développement de ses puces. Mais quand on voit que Xiaomi avait investi 105,5 milliards de yuans (13,4 milliards d'euros) les cinq années précédentes, on voit que les ambitions sont là, avec une enveloppe quasiment doublée, dont plusieurs milliards devraient aller pour ses futures puces.

Xiaomi va prendre le temps niveau avancée technologique

Dans ce domaine, on peut noter que si Xiaomi est ambitieux, la marque cherche aussi à prendre son temps. Sa prochaine puce XRing 03 va ainsi sortir cette année, mais sera produite en utilisant un processus de gravure en 3 nm, quand les meilleurs SoC aujourd'hui sont produits avec des technologies à 2 nm. Reste maintenant à savoir au bout de combien de temps Xiaomi pourrait réussir à atteindre le niveau de ses concurrents qui se passent déjà des puces Qualcomm pour leurs appareils. Car on peut noter que même un Samsung, qui possède depuis de nombreuses années propres puces Exynos, fait souvent appel aux meilleurs SoC de Qualcomm pour ses smartphones les plus haut de gamme.

Le FBI met en garde contre ce kit de phishing qui détourne votre connexion MFA Microsoft 365

Kali365 permet à n'importe qui l'achat de voler vos jetons de session Microsoft 365. Cette infrastructure de Phishing-as-a-Service cible aujourd'hui les entreprises du monde entier. Les agents du FBI diffusent une alerte de sécurité urgente pour la juguler.

Le piratage des comptes professionnels est monnaie courante avec le détournement des protocoles d'authentification. Aujourd'hui, la validation multifactorielle classique n'est plus assez robuste contre les intrusions réseau. Les méthodes traditionnelles de détection échouent devant l'utilisation détournée de fonctionnalités officielles et légitimes.

Les entreprises équipées de Microsoft 365 doivent donc bétonner son accès. Avec un e-mail piégé, un hacker est capable de contourner les barrières de sécurité sans déclencher d'alerte. C'est souvent par là que Kali365 perce le bouclier MFA.

13 ANS ET SEULEMENT 138 KM AU COMPTEUR Cette BMW vendue aux enchères à une somme dingue !

Parmi les six générations de la BMW M3, la première fut lancée il y'a tout juste 40 ans, la quatrième mouture, l'unique logeant un moteur V8 sous son capot sort pour certains du lot. Si en plus vous mettez la main sur un exemplaire très particulier et fort peu kilométré à l'image de celui exposé dans cet article, les prix peuvent grimper vraiment très haut. Le privilège de remonter le temps en s'offrant une voiture de 2013 restée neuve.



La BMW M3 est un modèle très prisé en occasion quelque soit la génération. Mais il arrive que certains spécimens sortent du lot, à l'image de celui exposé dans cet article qui relève carrément de la capsule temporelle. Cette dernière coche toutes les cases pour faire grimper très haut les enchères sur le site en ligne Bringatrailer.

Un modèle produit à seulement 200 exemplaires

Il s'agit d'un coupé BMW M3 de la génération E92 datant de 2013. Sa peinture orange vif – Fire Orange dans le jargon de la marque de Munich – ne fut appliquée que sur les 200 exemplaires de la série Lime Rock Park Edition qui furent vendus en Amérique du Nord. Une série limitée qui se démarque d'une « simple » BMW M3 E92 par un pavillon en fibre de carbone, un aileron arrière et des séparateurs avant ainsi que des rétroviseurs latéraux rabattables électriquement, des capteurs de stationnement arrière, une garniture Shadowline et des phares au xénon adaptatifs avec lave-phares. Ce qui témoigne du caractère exclusif du bolide qui recèle sous son capot un moteur V8 atmosphérique de type S65 cubant 4 litres et distillant une puissance de 420 ch sur les seules roues arrière. Pour ne rien gâcher, l'historique Carfax est vierge et la carte grise émise par l'Etat de Floride s'avère être en règle. Le véhicule est proposé à la vente dans l'Ohio, il est parké dans un dépôt-vente.

Moins de 140 km au compteur pour cette BMW M3 de 2013 !

Mais le meilleur reste à venir, l'odomètre indique 86 miles soit l'équivalent de 138 km au compteur. Comme l'on pou-



vait s'en douter, ce véhicule qui n'a que très peu roulé est resté dans un état neuf. A bord, les tapis sont encore sous leur protection en plastique posée en usine, devant le passager l'étiquette mentionnant le contrôle de l'Airbag est toujours présente.

Ce modèle est équipé en option d'une transmission à double embrayage à sept rapports, d'une sellerie en tissu Anthracite Speed et cuir noir, ainsi que des packs Premium et Hiver. L'édition

Compétition, également incluse, comprend des jantes Style 359 de 19 pouces, un contrôle électronique de l'amortissement optimisé et une hauteur de caisse abaissée par rapport à la M3 standard.

Le Pack Compétition est caractérisé par une hauteur de caisse abaissée par rapport à la M3 standard, des réglages optimisés pour le contrôle électronique de l'amortissement (EDC) et le contrôle dynamique de la stabilité (DSC). Les jantes Style 359 de 19 pouces, finition argent, sont chaussées de pneus Continental. Le freinage est assuré par quatre disques ventilés et percés, de 361 mm à l'avant et 350 mm à l'arrière.

Un modèle bardé d'options

Les sièges avant sport chauffants à réglage électrique sont revêtus de tissu Speed anthracite et de cuir noir, tandis que des inserts en cuir à structure carbone ornent le tableau de bord et les portières. Parmi les équipements, on retrouve la mémorisation de la position du siège conducteur, l'accès confort sans clé, un pare-soleil arrière électrique, la climatisation automatique bizona et le système iDrive avec navigation. L'airbag gauche a été remplacé en mars 2024 et le système de climatisation a été rechargé en avril 2026. Le concessionnaire nous informe qu'un traitement anti-moisissures a été effectué dans l'habitacle en 2024. L'annonce n'indique pas d'historique détaillé de la propriété du véhicule ni ne mentionne son propriétaire actuel en a fait l'acquisition en octobre 2025. Un certificat d'authenticité est fourni avec la voiture, ainsi que la documentation du constructeur. Par ailleurs, le véhicule a bénéficié d'une révision décennale et a passé le contrôle technique en avril 2026. Lors de la révision opérée en 2023, le remplacement de l'huile moteur, du liquide de frein, du liquide de refroidissement et de l'huile de différentiel, ainsi que la recharge et le contrôle d'étanchéité du système de climatisation ont eu lieu. Enfin, une purge du liquide de frein et du liquide de direction assistée sera été effectuée avant la vente. Au moment où nous écrivons ces lignes, l'enchère la plus élevée atteignait 200 000 \$.

Mots fléchés

Système de mesure stable, simple (3 mots) Charge		Rude Assurances		Jamais		Conte court Légèrement âcre		Parolier français (Boris) Éloquence		Superbe Plante rampante		Commémorées Puissant explosif
Solide				Fricas-seraient								
Instruments à cordes				Connait								
					Lettre grecque		Apathique					
							Rejeté					
Sélénium			Bon moment						Île française			Alcaloïde extrait de la
Chagriné			Un revenu de solidarité						Surface agricole			fève de calabar
								Éléments d'équipements				
								Aurochs				
L'Estonie						Mets à base de légumes cuits Station spatiale russe						S'enfuir
Mutuelle agricole				Détentions	Petit fruit					Partie d'église		
Chef-lieu des îles Loyauté												
		Petit alliage	Qui manque de souplesse Commune sarde						Longue période	Un centre à la poste		
										Mue par le vent		
Reproducteur					Raillerie						Pronom personnel	
Chic					Possessif						Chapeau claque	
						Centre d'urgence		Ronchon				
								Fils en hébreu				
Mésaventures								Signe zodiacal				
Conjonction de coordination								Affables				
		Sévère	Savoir-vivre Espion sous Louis XV							Ibid		Séparables
										Gros nez		Agence spatiale européenne
Poissons d'eau douce					La langue en argot							
Hein					Chiffre							
Sobriquet					Le sauveur			Baies				
						Affluent de la Garonne Capitaine d'un bateau turc					Calcium	
											Périodes noires	
Petite classe		Elle a participé à la création d'Israël (Golda)	Saint de la joie (Philippe) Affluent de la Dordogne					Victoire impériale				Beau château
	Livre liturgique							Division d'une couronne		Officier du roi Venceslas		
	Einsteinium				Réservoir cylindrique				Rejeton			
	101 romain								Exavolt			
Petit poil												
Genre de reptile batracien					Affluent du Rhône					Possessif		
						Punisse						

14 morts et 577 blessés durant les dernières 48 heures

Quatorze (14) personnes sont décédées et 577 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas de Mascara, avec 3 morts et 4 blessés et de Bouira, avec 3 mort et un blessé, précise la même source.



DÉCÈS DU JOURNALISTE À LA TÉLÉVISION ALGÉRIENNE DRISS DAKIK

La Direction générale de la communication à la Présidence présente ses condoléances

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a présenté, samedi, ses sincères condoléances suite au décès du journaliste du service sportif de la Télévision algérienne, Driss Dakik.

"La Direction générale de la communication à la Présidence de la République présente ses sincères condoléances et exprime sa profonde compassion à la famille du journaliste sportif, Driss Dakik, décédé après une carrière médiatique riche en contributions et en professionnalisme", lit-on dans le message de condoléances.

La Direction générale de la communication à la Présidence de la République a rappelé que le défunt "est l'une des figures les plus éminentes du journalisme sportif en Algérie, se distinguant par sa spécialisation dans plusieurs disciplines, notamment l'athlétisme. Son nom reste associé au service sportif de la Télévision algérienne, à travers lequel il a couvert les plus grandes manifestations sportives nationales et internationales, laissant derrière lui une empreinte distinguée et un parcours professionnel honorable".

"En cette douloureuse épreuve, nous présentons nos condoléances à l'ensemble de la corporation médiatique, priant Allah Tout-Puissant, en ces jours bénis, d'accorder au défunt son pardon, de l'entourer de Sa Sainte Miséricorde et de récompenser ses efforts. A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons", conclut la Direction générale de la communication dans son message de condoléances.

APS

IL A INSPECTÉ PLUSIEURS PROJETS HYDRAULIQUES DANS LA WILAYA DE BLIDA

Le ministre insiste sur la lutte contre le gaspillage de l'eau

Par Z.R.

Le ministre de l'Hydraulique, M. Lounès Bouzegza, a effectué hier une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Blida, au cours de laquelle il s'est enquis de l'état du secteur et de l'avancement de plusieurs projets structurants destinés à améliorer l'alimentation en eau potable, l'assainissement et l'irrigation agricole.

Au siège de la wilaya, le ministre a suivi une présentation détaillée portant sur la situation du secteur hydraulique à Blida, incluant les différents programmes en cours ainsi qu'un projet de raccordement stratégique lié à la station de Fouka, dédié à l'approvisionnement en eau potable. Dans son intervention, M. Bouzegza a souligné que la wilaya de Blida dispose d'importantes potentialités en ressources hydriques. Il a rassuré les citoyens quant à une amélioration progressive de l'alimentation en eau potable, notamment grâce à de nouveaux projets structurants, dont l'augmentation de l'apport en eau à partir du barrage de Bouroumi à hauteur de 35 000 m³, ainsi que le raccordement des villes de l'Est de la wilaya à partir de la station de dessalement de Fouka.

Lounès Bouzegza a insisté sur la nécessité de rationaliser la consommation d'eau potable et de lutter contre toutes

les formes de gaspillage, tout en appelant à une exploitation effective des eaux usées traitées dans les secteurs agricole et industriel, soulignant le caractère industriel de la wilaya. Il a également mis en avant l'importance de protéger cette ressource vitale pour les générations futures, tout en appelant à une action immédiate contre les fuites et les branchements illicites, qualifiés de priorité absolue, avec le renforcement du rôle de la police de l'eau.

Il a également déclaré : « Le citoyen sera alimenté en eau de manière quotidienne. Les pannes existent dans tous les pays du monde, mais ce qui est inacceptable, ce sont les fuites d'eau sans intervention. Il faut intervenir dans un délai de 24 heures ». À la commune de Meftah, le ministre a inspecté la station de pompage n°03, destinée au transfert des eaux dessalées depuis la station de Fouka 02. Il a insisté sur le respect des délais de réalisation, la qualité des travaux et les normes techniques, ainsi que sur la nécessité de réaliser les essais nécessaires pour garantir l'alimentation en eau potable des populations. Il a également appelé à une meilleure régularité des périodes de distribution et à une information continue des citoyens en cas de perturbations, tout en exigeant une intervention rapide en cas de défaillance technique.

Le ministre a par ailleurs examiné un

projet de réservoir d'eau d'une capacité de 5 000 m³, également à Meftah, destiné à renforcer les capacités de stockage et à améliorer l'approvisionnement en eau potable. Il a souligné l'importance stratégique de cet ouvrage et la nécessité de respecter les délais de livraison et les standards de qualité.

Dans la commune de Chebli (daïra de Bouïnan), M. Bouzegza a inspecté la station principale de pompage de Ben Charef, dédiée au transfert des eaux dessalées de Fouka 02. Il a insisté sur la modernisation de la gestion des ressources hydriques, notamment à travers le contrôle à distance et la numérisation, tout en valorisant les compétences nationales et en impliquant les cadres algériens dans la gestion des infrastructures stratégiques.

Enfin, à Bouïnan, le ministre a suivi l'avancement d'un projet de réservoir de 30 000 m³ à Sidi Serhan, destiné à recevoir les eaux dessalées de Fouka 02. Il a appelé à une vision prospective dans la gestion du secteur, à l'adoption de solutions préventives face aux risques techniques et à l'amélioration continue de la qualité du service public. Il a également insisté sur la valorisation des compétences locales et sur la nécessité de renforcer la communication avec les citoyens afin de garantir la transparence dans la distribution de l'eau.

GAZ NATUREL

La production algérienne dépasse les 9,6 milliards de m³ en mars

Par S.R.

L'Algérie poursuit la consolidation de sa position parmi les principaux producteurs gaziers de la région méditerranéenne. La production algérienne de gaz naturel a atteint 9,66 milliards de mètres cubes durant le mois de mars 2026, enregistrant une hausse annuelle de 4 %.

Cette progression représente une augmentation de 370 millions de mètres cubes par rapport au même mois de l'année 2025, où la production s'était établie à 9,29 milliards de mètres cubes. Les dernières données publiées par le site spécialisée « Attaqa.net » montrent ainsi une reprise progressive de l'activité gazière nationale après les fluctuations observées au cours des derniers mois. La demande intérieure a également connu une croissance notable. La consommation globale de gaz en Algérie a atteint 5 milliards de mètres cubes en mars dernier, contre 4,59 milliards de mètres cubes une année auparavant. Le secteur de la production d'électricité

et du chauffage demeure le principal consommateur, avec 1,72 milliard de mètres cubes utilisés durant le mois, dans un contexte où le mix énergétique national repose à près de 99 % sur le gaz naturel. Les chiffres du premier trimestre 2026 confirment cette dynamique haussière. Entre janvier et mars, la production nationale de gaz naturel a totalisé près de 29 milliards de mètres cubes, contre 27,86 milliards de mètres cubes durant la même période de 2025, soit une hausse globale de 1,14 milliard de mètres cubes. Le mois de janvier a particulièrement marqué le début de l'année avec une performance qualifiée d'exceptionnelle. La production avait alors atteint 10,44 milliards de mètres cubes, en progression de 7 % par rapport à janvier 2025. Cette hausse représente près de 690 millions de mètres cubes supplémentaires sur une année. En février, la production s'était élevée à 8,94 milliards de mètres cubes, soit une augmentation plus modérée de 120 millions de mètres cubes comparative-ment au même mois de l'année précé-

dente. Sur le plan des exportations, les ventes algériennes de gaz naturel et de gaz naturel liquéfié (GNL) sont restées relativement stables en mars 2026. Les exportations globales se sont établies à 4,33 milliards de mètres cubes, un niveau proche de celui enregistré en mars 2025, qui était de 4,39 milliards de mètres cubes. Les exportations via gazoducs continuent toutefois de renforcer leur poids dans les ventes extérieures algériennes. Elles ont atteint 3,15 milliards de mètres cubes durant le mois de mars, contre 2,86 milliards de mètres cubes une année auparavant. Cette évolution traduit le rôle croissant des infrastructures de transport par conduites dans l'approvisionnement des marchés européens. En revanche, les exportations de gaz naturel liquéfié ont enregistré un recul sensible. Elles se sont limitées à 1,178 milliard de mètres cubes en mars 2026, contre 1,52 milliard de mètres cubes durant la même période de l'année précédente. La tendance baissière du GNL s'est également confirmée à l'échelle trimestrielle. Au

cours des trois premiers mois de l'année, les exportations algériennes de GNL ont atteint 2,04 millions de tonnes, soit l'équivalent de 2,77 milliards de mètres cubes. Les marchés européens demeurent les principaux débouchés du gaz naturel liquéfié algérien. Six pays ont concentré l'essentiel des importations au premier trimestre 2026. La Turquie arrive en tête avec 1,02 million de tonnes importées, suivie par la France avec 610 000 tonnes. Le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne et la Croatie figurent également parmi les principaux clients du GNL algérien. Ces résultats interviennent dans un contexte international marqué par une forte demande en gaz naturel et par les efforts de plusieurs pays européens visant à diversifier leurs sources d'approvisionnement énergétique. Pour l'Algérie, cette évolution conforte davantage le rôle stratégique du gaz naturel dans les recettes extérieures et dans le positionnement énergétique du pays sur les marchés régionaux et internationaux.